

# »»»»»»»»»» Travaillent pour une justice accessible



»»»»»»»»»» Suivi des progrès réalisés sur les objectifs  
de développement en matière de justice au Canada en 2018



Comité d'action sur  
l'accès à la justice en  
matière civile et familiale

Généreusement financé par :

 **La Fondation  
du droit  
de l'Ontario**  
*Améliorer l'accès à la justice*

 **THE LAW  
FOUNDATION  
OF BRITISH COLUMBIA**



## »»»»»»»» Mot de bienvenue de la présidente

*En 2018, j'ai accepté avec enthousiasme le rôle de présidente du Comité d'action de mon collègue Tom Cromwell qui l'a piloté avec expertise pendant dix ans. Je suis heureuse de participer plus activement à ce travail important.*

*L'élan et l'activité stimulés par le Comité d'action sont impressionnants. Il a établi une base pour le changement au niveau des établissements, au niveau juridique, au niveau de la communauté et au niveau individuel. Dans le présent rapport, il est question de 504 activités font progresser les objectifs menés par 88 organisations différentes. Je félicite ceux qui prennent des risques et procèdent à l'expérimentation, en investissant dans de nouvelles idées.*

*Toutefois, l'incidence de ces changements n'est pas encore ressentie par un nombre suffisant de personnes. Nous devons maintenir et étendre ces efforts, afin de faire des progrès significatifs sur chacun des objectifs de développement en matière de Justice.*

*Je me réjouis à l'idée de collaborer avec vous dans le cadre de cet effort crucial.*

*Beverley McLachlin*

Présidente, Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale

RÉSULTATS  
**504**

**88**  
ADMINISTRATIONS  
ORGANISATIONS

**13**

### Les objectifs de développement en matière de justice (ODJ) du Comité d'action

Les neuf objectifs de développement en matière de Justice (ODJ) constituent un cadre commun pour coordonner les efforts de l'accès à la justice, partager les innovations et mesurer nos progrès. Les ODJ harmonisent le travail des organisations, grandes et petites, dans chaque province et territoire, mais ne prescrivent pas une approche spécifique, reconnaissant que les collectivités diffèrent en ce qui concerne les besoins, les ressources et l'expertise. Ils sont fondés sur des recherches et des consultations intersectorielles sur des stratégies efficaces pour améliorer l'accès à la justice dans l'ensemble du pays.

Le Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale (le Comité d'action) est un organe national de coordination qui favorise la communication et la collaboration au Canada. Il a pour but de mettre en relation les individus, les organismes, les institutions et les collaborateurs qui œuvrent à l'échelle régionale ou locale, puis de soutenir et de mettre de l'avant leur travail. Pour obtenir des renseignements sur ses participants et lire au sujet des ODJ, veuillez consulter le site [Web \*objectifsdelaccèsàlajustice.ca\*](http://Web.objectifsdelaccèsàlajustice.ca).

### À propos du présent rapport

Le présent rapport souligne les nouvelles approches et les nouveaux projets de 2018, organisés selon le cadre des ODJ pour une justice accessible à tous au Canada. Ces projets et ces données ont été communiqués au Comité d'action par des organisations dans l'ensemble du pays. Ce travail s'appuie sur les efforts continus et l'engagement soutenu des personnes de tous les coins du pays qui se sont engagées à améliorer l'accès à la justice.

Il existe de nombreuses organisations qui font progresser l'accès à la justice et qui ne participent pas encore à ce travail de collaboration. D'autres organisations n'ont peut-être pas communiqué la totalité de leurs nouvelles initiatives. Outre ces initiatives, de nombreuses organisations ont planifié des projets et s'emploient en permanence à offrir des services juridiques, à réformer les lois ou éduquer le public, alors que d'autres continuent de diriger les tribunaux, d'administrer le système de justice et de former les futurs professionnels du droit. Pour communiquer avec le Comité d'action et faire part de votre travail sur l'accès à la justice dans le rapport de l'an prochain, veuillez consulter [objectifsdelaccèsàlajustice.ca](http://objectifsdelaccèsàlajustice.ca) et vous abonner au bulletin d'A2J.

# »»»»»»»»»» Les Objectifs

»»»»»»»»»» PAGE 5

## Objectif 1: Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

- 1.1 Sensibiliser le plus tôt possible
- 1.2 Prévenir
- 1.3 Offrir une continuité des services
- 1.4 Représenter la société canadienne

»»»»»»»»»» PAGE 9

## Objectif 2: Répondre aux besoins juridiques

- 2.1 Mettre l'accent sur les besoins juridiques pour tous
- 2.2 Encourager l'innovation
- 2.3 Élargir la portée de l'aide juridique
- 2.4 Mettre l'accent sur l'accès à la justice

»»»»»»»»»» PAGE 14

## Objectif 3: Renforcer l'efficacité des tribunaux

- 3.1 Assurer l'accès aux tribunaux
- 3.2 Faire la promotion des centres multiservices
- 3.3 Aider les personnes qui se représentent elles-mêmes
- 3.4 Gérer les affaires efficacement
- 3.5 Être accessible et axé sur l'utilisateur
- 3.6 Protéger le principe de l'indépendance judiciaire

»»»»»»»»»» PAGE 18

## Objectif 4: Améliorer la justice familiale

- 4.1 Offrir une vaste gamme de services
- 4.2 Faire la promotion du règlement consensuel
- 4.3 Innover
- 4.4 Restructurer les tribunaux de la famille

»»»»»»»»»» PAGE 22

## Objectif 5: Travailler ensemble

- 5.1 Coordonner les efforts
- 5.2 Inclure tout le monde
- 5.3 Être audacieux, passer à l'action
- 5.4 Collaborer au sein des institutions
- 5.5 Coordonner dans l'ensemble du Canada

»»»»»»»»»» PAGE 26

## Objectif 6: Se donner les moyens

- 6.1 Sensibiliser les étudiants en droit et les professionnels du droit
- 6.2 Étendre l'éducation juridique aux écoles

»»»»»»»»»» PAGE 29

## Objectif 7: Innover

- 7.1 Faire un suivi sur ce qui fonctionne
- 7.2 Faire part des bonnes idées

»»»»»»»»»» PAGE 32

## Objectif 8: Analyser et tirer des leçons

- 8.1 Élaborer des paramètres
- 8.2 Collaborer avec les chercheurs dans tous les domaines

»»»»»»»»»» PAGE 36

## Objectif: Améliorer les stratégies de financement

- 9.1 Assurer une coordination pour dépenser intelligemment
- 9.2 Mieux financer l'aide juridique
- 9.3 Faire en sorte que l'argent dure le plus longtemps possible

# Objectif 1

## Objectif 1: Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

**1.1 SENSIBILISER LE PLUS TÔT POSSIBLE** - Fournir de la vulgarisation juridique ciblée, gratuite et accessible au public sur des questions juridiques fréquentes, sur différents types de solutions et sur le processus visant à faire respecter les droits.

**1.2 PRÉVENIR** - Favoriser les connaissances juridiques de manière à ce que les gens puissent déceler les problèmes juridiques le plus tôt possible, obtenir de l'aide préventive ou proactive et anticiper, éviter ou gérer les problèmes juridiques fréquents.

**1.3 OFFRIR UNE CONTINUITÉ DES SERVICES** - Développer et étendre les services juridiques pour y inclure la continuité complète de l'information, des conseils, des lignes téléphoniques d'assistance, des services en ligne, des services en personne, ainsi qu'une représentation partielle ou complète.

**1.4 REPRÉSENTER LA SOCIÉTÉ CANADIENNE** - Instaurer les services dont les gens ont besoin dans les collectivités où ils habitent avec les ressources leur permettant de surmonter les obstacles auxquels ils font face.

## Régler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

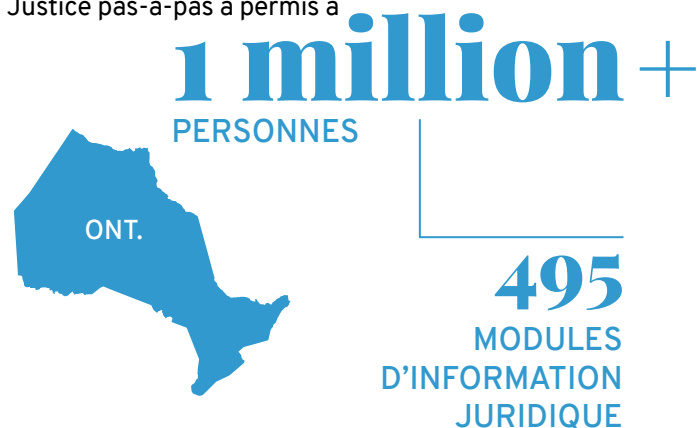
Améliorer la capacité juridique des personnes renforce leur habileté à cerner et éviter les problèmes juridiques, et à obtenir de l'aide lorsqu'ils en ont besoin. Les organismes publics d'éducation juridique sont souvent le premier point de contact pour les personnes qui essaient de comprendre leurs problèmes juridiques. Leurs ressources éducatives et les séances d'information offertes par les organismes sans but lucratif, les cliniques, les tribunaux et les avocats aident les personnes à se préparer pour les questions juridiques de la vie quotidienne.

Les services de triage et d'aiguillage font partie de la continuité des services juridiques. Déceler les besoins juridiques le plus tôt possible et lier les personnes à la fois à l'aide juridique et à d'autres types de soutien peut réduire au minimum les répercussions sur leur santé, leurs relations et leurs finances. En 2018, la gamme des services de triage, de renseignements et d'aiguillage s'est élargie dans l'ensemble du pays.

## Triage et cheminements guidés

Éducation juridique communautaire Ontario a lancé le site *Justice pas-à-pas*, le complément en français à son site *Steps-to-Justice*. Il a guidé plus d'un million d'utilisateurs par l'entremise de 495 modules d'information juridique vers des renseignements en langage clair, des liens vers des formulaires, et des références à des mesures de soutien. *MyLawBC.com*, un site Web qui a pour objectif de diagnostiquer et de trier, a été mis à jour par la Legal Services Society en réponse à des commentaires des utilisateurs. Son Outil de dialogue offre désormais une plate-forme de négociation qui permet aux personnes de créer ensemble des ententes de séparation en ligne, permettant ainsi la gestion des premiers stades des transitions familiales. La L.S.S. a également mis à jour l'outil en arrière-plan pour ses cheminements guidés avec des projets pour qu'ils deviennent à source ouverte. Le Centre de ressources en justice familiale du palais de justice de Winnipeg a fourni des services de triage et d'aide pour remplir des formulaires judiciaires aux parties qui se représentent elles-mêmes. La ligne d'urgence juridique de l'organisme Pro Bono Ontario a répondu aux questions des personnes concernant le droit civil et le droit de la famille. Des conseils sommaires ont été fournis par l'aide juridique en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick pour les personnes qui essayent de comprendre un litige. Le Barreau de la Colombie-Britannique a préconisé le triage universel dans le cadre de sa Vision for Publically Funded Legal Aid (vision des services publics d'aide juridique).

Le navigateur en ligne *Steps to Justice / Justice pas-à-pas* a permis à



## Aiguillage efficace

A2JBC a poursuivi son appui du projet Family Justice Pathfinder (projet exploratoire en justice familiale), qui relie les familles aux services. Il a travaillé avec les étudiants de

Le service Call, Click, Come-in de l'Alberta vient en aide à

17,000  
PERSONNES CHAQUE MOIS



8000  
ALBERTAINS

recevaient de l'aide individuelle pour comprendre les processus judiciaires dans 8 centres de soutien pour les règlements

l'Université Thompson Rivers en vue d'élaborer un outil pour aider les intermédiaires à faire des références efficaces, élargissant ainsi l'efficacité du projet. Le service *Call, Click, Come-in* du ministère de la Justice de l'Alberta a fourni des services de référence à environ 25 000 personnes chaque mois par l'entremise soit de son Centre de contact ou de ses huit Centres situés dans au palais de justice. La People's Law School a relancé le service télé-droit en tant que ressource en ligne à l'adresse *dialalaw.ca*, qui offre des renseignements sur 130 problèmes juridiques quotidiens.

## Améliorer la capacité juridique

L'augmentation de la capacité juridique permet aux personnes de prévenir ou de répondre à des conflits plus facilement. L'Association du Barreau canadien (ABC) a fait la promotion de ses ressources : *Bilans de santé juridique* et *Trousse de droit préventif*, pour aider les avocats à accroître les habiletés juridiques de leurs clients. La division albertaine de l'ABC a élaboré des activités pour la Journée du droit autour des Bilans de santé juridique et de son événement de *Dialalawyer* (télé-droit). La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a publié un document intitulé *Guide to Disputing Tickets (Guide pour contester les amendes)* et ses *Court Support Person Guidelines (lignes directrices à l'intention des personnes de soutien des tribunaux)*, qui sont toutes les deux disponibles sur son site Web. La Chambre des notaires a tenu une Commission des citoyens sur le droit de la famille au Québec. Le Projet Access to Legal Information (accès à l'information juridique) de la Saskatchewan, un partenariat entre CREATE Justice, Aide juridique de la Saskatchewan et d'autres partenaires du secteur juridique ont commencé leur examen de l'accès rapide dans la province.

## Semaine de l'accès à la justice

Des événements communautaires publics ont eu lieu dans quatre provinces au cours de la semaine d'accès à la justice en octobre. Le Groupe d'action sur l'accès à la justice (TAG) a organisé des programmes qui portent sur la santé mentale, les services dans les langues autochtones et le droit de la famille. Un programme d'études offert par un groupe intersectoriel de bénévoles à Sault Ste. Marie a invité un aîné de la Première nation de Garden River pour parler à des élèves du secondaire de l'importance de la plume d'aigle. En Colombie-Britannique, des étudiants des trois facultés de droit ont participé à des séances axées sur l'empathie et la compréhension des besoins des parties qui se représentent elles-mêmes. Des activités ont eu lieu pour la première fois en Alberta axées sur la programmation en ligne. Les activités de la semaine d'accès à la justice menées par le Réseau de l'accès à la justice de la Saskatchewan comptaient des programmes pour les étudiants, les professionnels juridiques et le grand public.

## Séances d'information juridique

Les services de médiation ont offert des séances d'information communautaires gratuites au Manitoba. L'Unité d'Éducation et d'information juridique du ministère de la Justice de l'Alberta a dispensé des cours sur les questions relatives au droit de la famille. Éducaloi a proposé des séances sur la Navigation des soins de santé et l'investissement pour les personnes âgées au Québec tandis que la Chambre des notaires a offert son aide au moyen de cliniques juridiques Juripop. Le centre d'aide juridique a offert 19 ateliers éducatifs sur les petites créances, les successions, le droit de la famille et les interactions avec la police à Winnipeg. L'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse a offert des services sans frais par téléphone ou en personne au Centre d'information juridique bilingue en Nouvelle-Écosse. La Public Legal Association de la Saskatchewan a lancé un site Web pour le projet Listen, fournissant des ressources pour les survivants d'agression sexuelle en Saskatchewan. Le Centre de justice de proximité de la grande région de Montréal a mené des séances d'information sur la loi sur le logement et la consommation pour les nouveaux arrivants qui apprennent le français. Au Manitoba, la Community Legal Education Association a dirigé une conférence sur les testaments et les successions, un bureau du conférencier et un cours communautaire de formation juridique intermédiaire axé sur la capacité juridique.

La ligne d'information sur le droit de la famille (bilingue) sans frais du Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick a aidé

**2000**  
INTERLOCUTEURS DIFFÉRENTS



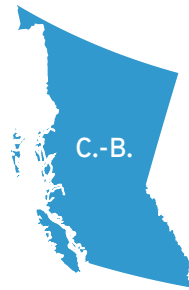
Des vidéos pour aider les parties qui se représentent elles-mêmes ont été produites à la fois par l'aide juridique de la Nouvelle-Écosse et les Cours de la Nouvelle-Écosse. Les élèves des écoles secondaires ont été invités à la journée « Spread the love » (« journée amour ») au palais de justice et des séances d'information ont été offertes en partenariat avec les programmes *Phoenix* pour la jeunesse et *reachAbility* à Halifax. La clinique juridique communautaire de Saskatoon, CLASSIC, s'est orientée sur l'habilitation dans ses ateliers sur l'autonomie sociale. Le Réseau ontarien d'éducation juridique a dirigé des ateliers pour les jeunes qui vivent dans des logements sociaux au sujet de leurs droits avec la police. Il a fourni des formations en matière de compétences pour les nouveaux arrivants, les jeunes mères et les jeunes. À St. John's des séances d'information juridique ont été tenues au pénitencier. La PLIAN a également mis à disposition de nouvelles ressources pour les réfugiés, les immigrants récents et les travailleurs étrangers temporaires à Terre-Neuve axées sur la location à usage d'habitation, les normes du travail et le droit de la famille. La Community Legal Information Association of P.E.I. a fourni des présentations gratuites dans la collectivité et les habitants de l'île ont été invités à des séances éducatives aux palais de justice de Charlottetown. Pro Bono du Québec a établi un partenariat avec le Centre de la santé Tulattavik de l'Ungava pour fournir des services et des séances d'information aux femmes à Kuujuaq. Il a également lancé la nouvelle version du *Répertoire des ressources juridiques gratuites ou à faibles coûts au Québec* avec des renseignements mis à jour sur 400 soutiens communautaires sur [boussolejuridique.ca](http://boussolejuridique.ca).

L'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba a distribué

**5849**  
PUBLICATIONS JURIDIQUES  
EN LANGAGE SIMPLE  
et a reçu  
**344,685**  
VISITES SUR SON SITE WEB

Des citoyens de la Colombie-Britannique à la recherche de renseignements juridiques ont consulté

**997,638**  
FOIS LE SITE WEB DES TRIBUNAUX  
PROVINCIAUX DE LA COLOMBIE  
BRITANNIQUE



**850,000**  
FOIS LE SITE WEB DE LA JUSTICE  
EDUCATION SOCIETY OF BC

## Nouvelles ressources sur le droit

Des ressources papier, vidéo et audio au sujet de la loi ont continué d'être mis à jour et élargis pour répondre aux besoins d'un plus grand nombre de collectivités et pour tenir compte de l'évolution des lois. Le Forum canadien sur la justice civile a publié des infographies sur les différentes options de règlement des différends dans le droit de la famille. Aide juridique Ontario a traduit cinq de ses brochures dans les dix langues les plus demandées. La Law Society of Nunavut a publié une nouvelle bande dessinée sur les questions d'éviction dans le territoire. Éducaloi a terminé de nouvelles vidéos avec des ateliers complémentaires sur les droits des consommateurs, les testaments en vertu de la *Loi sur les Indiens* et les problèmes juridiques courants auxquels les jeunes font face. La Public Legal Education Association of Saskatchewan a finalisé les nouvelles ressources sur le logement, le droit de la famille et la démocratie et a lancé le site Web *teacher.plea.org*.

Le magazine LawNow a publié des renseignements et des commentaires au sujet du droit en langage simple. La Community Legal Education Association au Manitoba a distribué 5 849 publications imprimées, y compris des nouvelles brochures sur les testaments, les successions, les procurations et les directives sur la santé. Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) a révisé son guide de la Cour des petites créances et a créé neuf nouvelles fiches d'information sur le droit de la famille, en anglais et en français, qui ont été affichées en ligne et envoyées par la poste aux principaux intervenants.

## Trouver la loi en ligne

Plus de 850 000 habitants de la Colombie-Britannique ont visité l'un des sites Web de la Justice Education Society. 250 organisations ont été affichées dans le répertoire en ligne du National Self-Represented Litigants Project (projet national des plaideurs qui se présentent eux-mêmes devant les tribunaux). La Legal Information Society de la Nouvelle-

Écosse a maintenu son application de rédaction de testaments et a offert une nouvelle application pour les petites créances. Les sociétés du droit en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest ont toutes les deux mis à jour leurs sites Web pour mettre l'accent sur l'accès du public à l'information, les références aux avocats et les ressources. Le wikibook de *J.P. Boyd sur le droit de la famille* continue d'offrir des renseignements à jour au sujet du système. Le ministère de la Justice du Québec fait la promotion des services juridiques dans tous les médias sociaux. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a été active sur Twitter et ses bulletins d'information toutes les deux semaines expliquant que les procédures judiciaires avaient été visionnés 60 431 fois.

## Atteindre davantage de personnes

Le ministère de la Justice du Canada a utilisé un point de vue axé sur l'égalité des sexes pour mettre en évidence l'égalité dans sa rédaction des propositions législatives et ses réformes. La Law Foundation of BC a accordé 2 millions de dollars pour la vulgarisation et l'information juridiques. En Ontario, le financement de la Fondation du droit a produit 79 595 ressources sous forme de textos, vidéo et audio, et a formé 38 427 jeunes et adultes. Le Barreau de l'Ontario a lancé une campagne de sensibilisation du public – *Le Barreau avec vous, pour vous* – en version imprimée, dans les transports en commun, à la radio et dans les médias numériques afin de générer la compréhension de la façon dont la SBO peut avoir accès aux services juridiques lorsqu'ils en ont besoin.

Le financement de la Fondation  
du droit de l'Ontario a permis de  
produire

**79,595**  
RESSOURCES  
DOCUMENTAIRES,  
VIDÉO ET AUDIO



et de former

**38,427**  
JEUNES ET ADULTES



# »»»»»»»»»» Objectif 2

## Objectif 2: Répondre aux besoins juridiques

**2.1 METTRE L'ACCENT SUR LES BESOINS JURIDIQUES POUR TOUS** - Chercher à combler les lacunes en matière de services pour les services juridiques essentiels de base, notamment en droit de la famille, des testaments, de l'emploi, du logement et de la consommation.

**2.2 ENCOURAGER L'INNOVATION** - Développer et élargir les solutions de rechange pour obtenir de l'aide juridique, notamment différents types de professionnels, de partenariats ou de manières de travailler.

**2.3 ÉLARGIR LA PORTÉE DE L'AIDE JURIDIQUE** - Rendre l'aide juridique accessible à davantage de personnes et faire en sorte qu'elle permette de traiter un éventail plus vaste de problèmes juridiques.

**2.4 METTRE L'ACCENT SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE** - Mettre l'accent sur la responsabilité des avocats et des parajuristes de remédier aux lacunes liées à l'accès à la justice.

## Répondre aux besoins juridiques

Pour répondre aux besoins juridiques de tous, il faut tirer profit de ce qui fonctionne déjà et élargir et adapter les modèles de service afin de rendre un plus grand nombre de services juridiques accessibles à un plus grand nombre de personnes. Ces services sont notamment l'aide juridique concernant la vaste gamme de questions juridiques auxquelles les personnes sont confrontées, dans la langue qu'elles comprennent, afin d'exercer les recours juridiques qui fonctionnent le mieux pour elles. Pour répondre aux besoins juridiques, il faut aussi élargir les services juridiques et innover en la matière, tout en protégeant l'aide juridique et les services bénévoles existants.

Fournir des services pour répondre aux besoins exige également de trouver des façons d'offrir des services juridiques dans différentes langues, reflétant différentes approches en matière de règlement des différends, disponibles sur de longues distances. La technologie et la créativité servent à répondre aux mêmes besoins tant dans les collectivités éloignées et collectivités rurales que dans les villes. De nouveaux modèles judiciaires et de nouvelles solutions de rechange aux litiges sont intégrés comme options de règlement des différends, tant dans les villes que dans les petites collectivités. L'ensemble des projets et des changements apportés aux services juridiques est l'une des nouvelles façons de répondre aux besoins juridiques établis en 2018.

## Nouveaux services juridiques

Les fournisseurs de services locaux et régionaux ont mis au point de nouveaux services pour répondre aux besoins juridiques. Le Ministère du procureur général a ouvert cinq centres juridiques pour parents en Colombie-Britannique, et la Société d'aide juridique est intervenue rapidement dans des cas de protection de l'enfance, a amélioré l'accès des peuples autochtones aux services juridiques et a fourni une aide juridique dans le cadre de litiges en matière de biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves. L'A2JBC et le *Family Justice Pathfinder* ont ajouté des services d'orientation guidés ainsi qu'un nouvel outil, élaboré par des étudiants en droit, pour aider les intermédiaires. La Collaborative Roster Society de la C.B. a permis aux personnes à faible revenu répondant aux critères d'admissibilité et faisant partie d'une équipe interdisciplinaire d'accéder aux services juridiques. L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse a mis à l'essai un modèle de règlement rapide en matière de protection de l'enfance. CLASSIC, une clinique juridique communautaire à Saskatoon, a offert des conseils juridiques sans rendez-vous dans 25 domaines du droit. L'Aide juridique du Manitoba a mené des consultations auprès des peuples autochtones et a collaboré avec les Premières Nations pour mettre à l'essai des technologies audio, vidéo et numériques dans les régions éloignées. Les services de médiation ont répondu aux questions relatives aux conflits de voisinage et aux litiges en matière de règlements municipaux au Manitoba. Le ministère de la Justice du Canada a fourni des fonds pour l'aide juridique, les services aux victimes et à leurs familles, appuyant ainsi la prestation de services locaux dans les territoires et les provinces. Un nouveau portail sur la location à usage d'habitation a simplifié le processus pour les propriétaires et les locataires en Colombie-Britannique. Le Centre d'aide juridique a servi plus de 2 000 clients à sa clinique sans rendez-vous de Winnipeg et ses cliniques sur le droit de la famille et la protection des consommateurs.

Aide juridique Ontario a encore augmenté les critères d'admissibilité de 6 % en 2018 et a apporté des modifications à son programme de certificat. Les certificats pour les services d'aide juridique sont désormais disponibles pour les grands-parents dans les cas de protection de l'enfance, pour les ordonnances de noncommunication et pour les décideurs remplaçants à la Commission du consentement et de la capacité, y compris pour les procédures de fin de vie. Des certificats peuvent aussi désormais être délivrés dans le cadre de procédures non litigieuses, notamment la médiation, les

ententes de séparation, les ententes de garde coutumière et les processus alternatifs de règlement des différends concernant les Autochtones. L'aide juridique est désormais largement disponible dans les cas de violence familiale à l'Ontario. À Terre-Neuve-et-Labrador, des cliniques d'accès et des cliniques juridiques mobiles ont été offertes dans trois villes. Une clinique de rédaction de testaments à l'Île-du-Prince-Édouard a aidé les insulaires à prendre des décisions et à préparer des documents à propos de leurs volontés. Le Québec a ouvert deux nouveaux centres de justice de proximité, ce qui porte le nombre total de CJP à neuf.

## Accès téléphonique

De nouveaux services téléphoniques ont été lancés dans de nombreuses régions du Canada, reliant les professionnels du droit aux habitants des collectivités éloignées. En Nouvelle-Écosse, un partenariat donnant lieu à 211 services a accru l'accès à l'information juridique. La Legal Information Society de la Nouvelle-Écosse a lancé son service d'assistance juridique et de clavardage en direct. L'aide juridique de la Nouvelle-Écosse a offert des services de clavardage en ligne deux fois par semaine. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'aide juridique a offert des services de médiation par téléphone ou par Skype, tandis que les procédures judiciaires dans les Territoires du Nord-Ouest étaient aussi disponibles par téléphone. Access Pro Bono a une fois de plus instauré un service de consultation juridique par téléphone pour les personnes déplacées en raison des feux de forêt en Colombie-Britannique. La Community Legal Education Association du Manitoba a offert des renseignements juridiques par téléphone et a orienté des personnes vers des avocats. Le service d'assistance juridique de Pro Bono Ontario a répondu aux appels de 14 380 personnes. Le Ministère du procureur général de la C.B. a mis à l'essai un service téléphonique consistant à répondre aux questions sur le droit du travail dans plus de 100 langues.

## Services spécialisés

Le site *MyLawBC.com* de la Legal Service Society permet désormais aux utilisateurs de créer facilement vingt-deux différents modèles de testaments grâce à l'assemblage automatisé de documents. Le gouvernement de l'Ontario a mis sur pied un fonds pour aider les victimes de la traite de personnes. Un nouveau service de soutien juridique aux victimes de violence sexuelle a été instauré à Terre-Neuve-

et-Labrador. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a offert des cours sur les responsabilités parentales après la séparation et des services de conseils sur le droit familial dans l'ensemble du territoire. Une nouvelle clinique pour réfugiés a ouvert ses portes en Nouvelle-Écosse. La Legal Information Society of Nova Scotia (LISNS) a conclu un nouveau partenariat avec la régie de la santé de la Nouvelle-Écosse afin de rédiger des formulaires de procuration pour les personnes en soins palliatifs. La province a aussi conclu son premier partenariat médico-légal à l'hôpital pour enfants. Le Legal Help Center de Winnipeg a mené des activités de sensibilisation auprès d'organismes d'aide aux nouveaux arrivants pour évaluer les besoins juridiques des personnes qui arrivent au Canada. Le Centre de justice de proximité de l'Outaouais a mis à l'essai un nouveau projet sur les petites créances, en collaboration avec des étudiants en droit. PLIANS a géré des cliniques juridiques au centre Gathering Place et au sein de l'organisme Choice for Youth, à St Johns, en collaboration avec des partenaires juridiques pour offrir des services aux sans-abri ainsi qu'aux adultes et jeunes vulnérables. Ce modèle de clinique mobile a également été offert dans un refuge pour femmes et au centre pour étudiants étrangers à la Memorial University.

Dans le cadre du nouveau projet Justice in Time, un avocat salarié a été affecté à une banque alimentaire, à des cabinets de médecins et à un centre jeunesse à Hamilton, afin d'offrir des services juridiques aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de *la stratégie en matière de santé mentale* d'Aide juridique Ontario. Le Bureau des services juridiques intégrés a permis aux personnes à faible revenu à Ottawa d'obtenir des conseils en droit de la famille et en droit de l'immigration et des réfugiés au même endroit.

La nouvelle ligne directe de conseils juridiques gratuits de Pro Bono Ontario a servi

**14,380**  
PERSONNES



Ce service téléphonique a permis de régler

**81%**  
DES DEMANDES

AJO a fourni des services juridiques au Centre de santé communautaire de Rexdale, à Toronto, en plus de services de santé, d'emploi et sociaux. Dans le cadre d'un nouveau projet pilote au Yukon, des rédacteurs ont commencé à être formés pour préparer des rapports Gladue pour les délinquants autochtones.

### Nouvelles approches dans les palais de justice

Une clinique d'aide juridique de la cour d'appel et une clinique d'aide juridique pour les petites créances ont été offertes à Terre-Neuve-et-Labrador pour aider les parties qui se représentent elles-mêmes aux palais de justice. Le ministère de la Justice du Canada a financé l'embauche de nouveaux auxiliaires juridiques autochtones. Les Albertains peuvent désormais obtenir des services de soutien et d'information en matière de règlement des différends dans huit tribunaux. Dans les tribunaux du Manitoba, les parties qui se représentent elles-mêmes peuvent obtenir des services de médiation, de l'aide et des solutions de rechange aux options judiciaires dans les centres de ressources en justice familiale.

**3800+**  
PERSONNES  
par l'intermédiaire de  
Pro Bono Alberta

plus de  
**2900**  
HEURES  
de services  
juridiques  
pro bono



**680**  
VOLONTAIRES  
Avocats  
Stagiaires  
Étudiants en droit

Des étudiants en droit faisant du bénévolat pour le Réseau national d'étudiant(e)s pro bono (PBSC) ont passé

**132,500**  
HEURES À SERVIR

**15,000**  
CANADIENS À  
FAIBLE REVENU



**450+**  
PROJETS  
à l'échelle nationale

## Nouvelle législation

Le Code des droits de la personne de la Colombie-Britannique a été modifié pour tenir compte des recommandations publiques, pour rétablir le commissaire des droits de la personne dont le mandat est de protéger et d'éduquer la population de la Colombie-Britannique. La C.B. a permis aux personnes qui ne s'identifient ni comme femmes ni comme hommes d'indiquer le symbole x comme troisième choix dans le champ réservé au sexe sur les pièces d'identité délivrées par le gouvernement. Le Ministère du procureur général a également veillé à ce que les poursuites stratégiques ne puissent pas être utilisées pour empêcher les habitants de la Colombie-Britannique de participer ou d'exprimer leurs points de vue sur des questions d'intérêt public. Le Nouveau-Brunswick a adopté sa nouvelle *Loi sur l'intervention en matière de violence entre partenaires intimes*.

## Avocats agissant bénévolement

Des organismes bénévoles de partout au pays ont mis en contact des avocats disposés à fournir des conseils juridiques gratuits avec des particuliers, des organismes sans but lucratif et des petites entreprises. Chacun d'eux a également présenté des projets ciblés pour répondre à des besoins précis. Pro Bono Alberta a offert son programme de poursuites civiles devant les tribunaux. Pro Bono Ontario a organisé des cliniques de procuration et une initiative de protection des

consommateurs axée sur les personnes âgées. Il a également élargi son programme d'avocats de garde pour servir d'amicus afin de soutenir les parties qui se représentent elles-mêmes. Le Réseau national d'étudiants Pro Bono a aidé la Community Legal Education Association, au Manitoba, à rendre tous ses renseignements juridiques disponibles en français. Pro Bono Saskatchewan a offert 12 cliniques gratuites dans des régions où des personnes vulnérables reçoivent déjà des services, notamment à l'Armée du Salut. Il a également dirigé sept comités qui ont mis en contact des personnes avec des avocats bénévoles dotés d'une expertise spécialisée. Pro Bono Québec a offert sa clinique mobile d'aide juridique en droit de la famille et a aidé des familles à faible revenu en milieu hospitalier.

## Services juridiques à la carte

La People's Law School a lancé le site [unbunling.ca](http://unbunling.ca) pour encourager les habitants de la Colombie-Britannique à collaborer avec des avocats offrant des services juridiques à la carte. En Alberta, un répertoire de 60 avocats offre des services juridiques à la carte au moyen d'un site Web qui partage les recherches effectuées par J.B. Boyd sur les besoins et les options de service. Riverside Family Law and Adjudication a lancé le site Web [SaskFamilyLawAdvisor.ca](http://SaskFamilyLawAdvisor.ca) qui fait la promotion de services juridiques à la carte et du mentorat. CREATE Justice a coordonné le Legal Coaching and Unbundling Project Working Group for Saskatchewan (Groupe de travail pour la Saskatchewan sur le projet d'assistance juridique et de dégroupage).

## Changer la pratique du droit

Le Barreau de l'Ontario a publié un rapport intitulé *Un intérêt constant et de longue date*, qui porte sur la façon dont il peut appuyer le travail d'Aide juridique de l'Ontario. Le Barreau de l'Alberta a examiné les options concernant la pratique du droit à temps partiel afin de permettre à un plus grand nombre d'avocats de demeurer dans le secteur privé et d'augmenter ainsi les services juridiques disponibles. La C.B. a procédé à un examen indépendant des services d'aide juridique, invitant les intervenants à présenter leurs observations sur les besoins en matière d'aide juridique dans la province.

Les barreaux dans bon nombre de provinces ont collaboré avec leurs ministères de la Justice respectifs afin d'explorer d'autres modèles de pratique. En Saskatchewan, en partenariat avec CREATE Justice, le Barreau a lancé un

projet de fournisseurs de services juridiques alternatifs. Le Barreau du Manitoba a demandé une modification à la loi afin de créer de nouvelles catégories de fournisseurs de services, notamment des techniciens juridiques ou des parajuristes, des organismes sans but lucratif et des titulaires de permis limités. Le Barreau du Nouveau-Brunswick a élargi le champ de pratique des étudiants en droit. Le Barreau de la C.B. a élargi les rôles des stagiaires en droit et créé une catégorie de parajuristes désignés. Il a aussi demandé que la province modifie la Loi sur la profession d'avocat pour permettre la création d'une nouvelle catégorie de fournisseurs de services juridiques, qui au départ se limitait au droit de la famille. Le gouvernement a adopté la loi modifiée, ouvrant ainsi la voie aux services parajuridiques dans la province.

### Rejoindre davantage de personnes

La Fondation juridique de la Colombie-Britannique a financé des services dans chaque collectivité de 10 000 habitants ou plus. L'Association des cliniques juridiques communautaires de l'Ontario a fourni des renseignements et des conseils juridiques à plus de 240 000 Ontariennes et Ontariens à faible revenu dans 17 cliniques spécialisées et 57 cliniques géographiques dans la province. Dans le cadre des projets financés par la Fondation juridique de l'Ontario, 3 359 professionnels, soit des avocats, des parajuristes et des étudiants en droit, ont été recrutés afin de fournir à 44 492 clients des services juridiques bénévoles équivalant à 98 713 heures de travail.

# Objectif 3

## Objectif 3: Renforcer l'efficacité des tribunaux

**3.1 ASSURER L'ACCÈS AUX TRIBUNAUX** - Les tribunaux doivent posséder des effectifs adéquats et être situés à proximité des citoyens pour faire en sorte que ceux-ci puissent avoir accès à un juge quand ils en ont besoin, particulièrement lorsque leurs droits fondamentaux et constitutionnels sont en jeu.

**3.2 FAIRE LA PROMOTION DES CENTRES MULTISERVICES** - Les palais de justice devraient offrir des services de médiation et de règlement des différends, ainsi que des services informels ou non juridiques pour faciliter un accès plus abordable et des solutions de rechange plus simples à toutes les étapes du processus.

**3.3 AIDER LES PERSONNES QUI SE REPRÉSENTENT ELLES-MÊMES** - Les tribunaux devraient offrir des services aux personnes qui naviguent seuls le système de justice, notamment des services de règlement rapide et des services d'information.

**3.4 GÉRER LES AFFAIRES EFFICACEMENT** - Les échéanciers, les procédures simplifiées, l'expert unique et le nombre limité de témoins doivent être convenus, ou être des éléments sur lesquels les juges insistent, afin de faire bon usage du temps d'audience et d'encourager un règlement tôt dans le processus.

**3.5 ÊTRE ACCESSIBLE ET AXÉ SUR L'UTILISATEUR** - Les tribunaux et les procédures doivent être modernisés pour tenir compte des besoins du public, ce qui passe notamment par une meilleure utilisation de la technologie lorsque celle-ci peut accélérer ou faciliter le processus, sans ignorer les besoins des personnes vulnérables.

**3.6 PROTÉGER LE PRINCIPE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE** - Veiller à ce que les améliorations du système n'interfèrent pas avec la capacité des juges à prendre des décisions indépendantes et éthiques afin de protéger les droits des individus.

## Renforcer l'efficacité des tribunaux

Même si de nombreuses initiatives d'accès à la justice sont fondées sur des approches préventives ou des solutions de rechange aux procédures judiciaires, les palais de justice demeurent essentiels dans le continuum des services juridiques. Les tribunaux sont l'endroit vers lequel beaucoup de gens se tournent en premier lieu pour obtenir des renseignements juridiques ou régler des différends et discuter avec le personnel des tribunaux, les juges et les avocats. Des services directs ou des services auxiliaires de soutien à l'intention des personnes en période de crise sont souvent offerts dans les palais de justice ou à proximité. Il est essentiel de continuer à renforcer les services juridiques offerts par les tribunaux afin d'améliorer l'accès à la justice.

Bon nombre de ressources actuelles contribuent à rendre la justice plus accessible aux utilisateurs des tribunaux. Les centres d'information juridique, les services juridiques gratuits et les programmes d'avocats de service aident le public à comprendre les processus juridiques tout en fournissant une aide immédiate. Le personnel des tribunaux offre des services de première ligne aux plaideurs, et les juges gèrent les affaires dans leurs salles d'audience. Tous ces professionnels du secteur de la justice participent à l'évolution continue des services juridiques dans le but d'améliorer l'accès à la justice. En plus de l'évolution constante du système judiciaire, il y a eu, en 2018, des innovations précises en matière de services judiciaires visant à régler les problèmes d'accès à la justice.

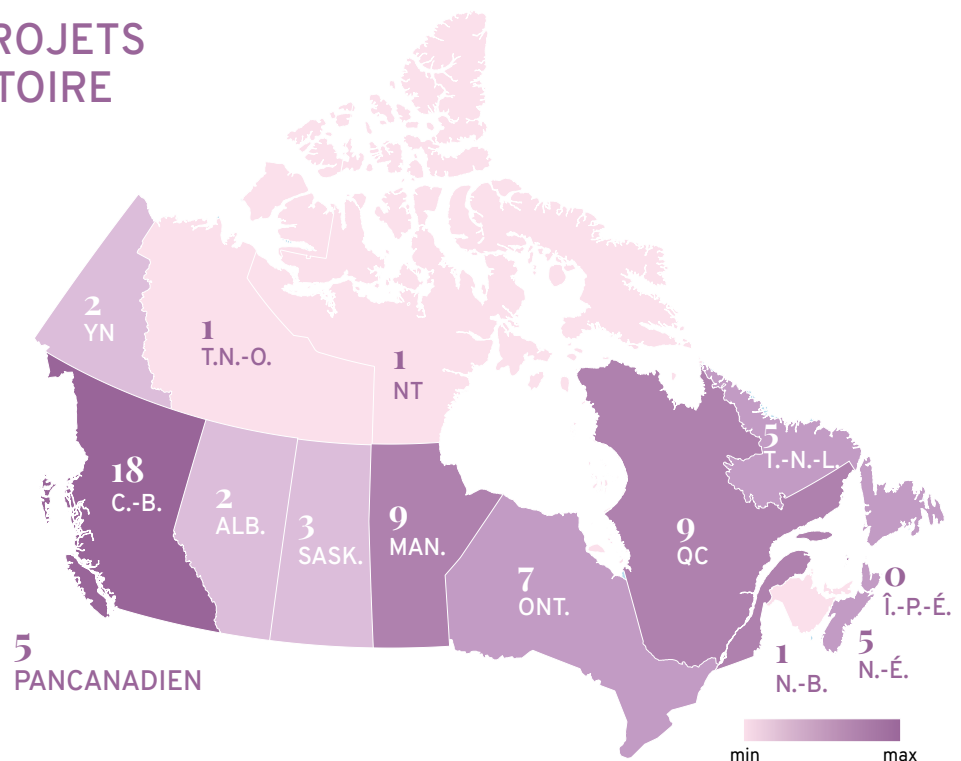
## Nouveaux processus judiciaires

Les nouveaux processus ou l'intégration de services dans les palais de justice offrent plus d'options pour la résolution des différends. La recherche sur les interventions précoces a servi de fondement à un projet pilote de la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta visant à offrir des services adaptés en début de processus judiciaire. Aide juridique Ontario a affecté des médiateurs dans trois palais de justice, et un service de médiation est accessible dans les tribunaux des poursuites privées du Manitoba. Le programme *Northern Navigator* de la Colombie-Britannique permet aux juges des cours provinciales d'aiguiller les plaideurs vers un coordonnateur de l'accueil, un « navigateur », qui formule des recommandations, aide à simplifier les enjeux et évalue la possibilité d'en arriver à un règlement par médiation. Les tribunaux communautaires du mieux-être du Yukon ont offert des services intégrés de santé et de lutte contre la toxicomanie. En Nouvelle-Écosse, la prestation du Programme de renvoi au Tribunal de la santé mentale a été étendue à neuf endroits – dont un endroit où les services sont destinés aux Autochtones –, qui misent chacun sur une approche tenant compte des traumatismes. En Windsor, l'avocat de service est disponible dans le cadre des

audiences de la Commission de la location immobilière, et peut prodiguer des conseils immédiats dans les litiges en matière de logement. Les bibliothèques des palais de justice de la Colombie-Britannique ont renforcé leurs effectifs à trois endroits et offrent maintenant un soutien à temps plein au public dans sept bibliothèques des palais de justice.

La Cour d'appel de Terre-Neuve-et-Labrador a mis en place des audiences sur l'état de l'instance à l'intention des plaideurs non représentés. Dans le cadre de ces audiences, le juge s'assure que les plaideurs non représentés connaissent les étapes procédurales, comprennent le processus et ont accès à l'aide juridique. La Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador a adopté de nouvelles règles et produit des formulaires simplifiés. Au Québec, on examine actuellement le programme de médiation aux petites créances afin d'évaluer l'efficacité d'un tel partenariat, tandis que le projet pilote québécois de médiation préjudiciaire PARLe, qui est axé sur les droits des consommateurs, s'est poursuivi en 2018. Le Winkler Institute for Dispute Resolution a mené à bien 54 médiations dans deux palais de justice en Toronto dans le cadre de son partenariat de médiation aux petites

## »»»»»» NOMBRE DE PROJETS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE



créances, et 84 % des participants se sont dit satisfaits du programme. La somme maximale pouvant être réclamée aux petites créances au Nouveau-Brunswick a été portée à 20 000 \$. La section de la Saskatchewan de l'Association du Barreau canadien a géré un fonds visant à couvrir le coût des débours des avocats qui offrent des services juridiques gratuits. L'Association canadienne des juges des cours provinciales a mis au point des ressources à l'intention des juges afin d'améliorer l'administration de la justice dans les affaires où il y a un ou plusieurs plaideurs non représentés, ce qui a permis de communiquer des points de vue et des approches à l'échelle du pays.

### Tribunaux autochtones

La Colombie-Britannique a ouvert un tribunal spécialisé pour les Autochtones et les Premières Nations à Prince George, ce qui porte à six le nombre de tribunaux autochtones de la province. Le Barreau du Québec a travaillé activement en collaboration avec d'autres partenaires du secteur de la justice pour répondre aux demandes de réforme du système de justice au Nunavik. Les nouveaux centres communautaires de justice de Kenora, de London et de Toronto ont permis de traiter les affaires faisant intervenir des Autochtones dans un contexte communautaire où un soutien holistique est offert plutôt que dans des salles d'audience traditionnelles.

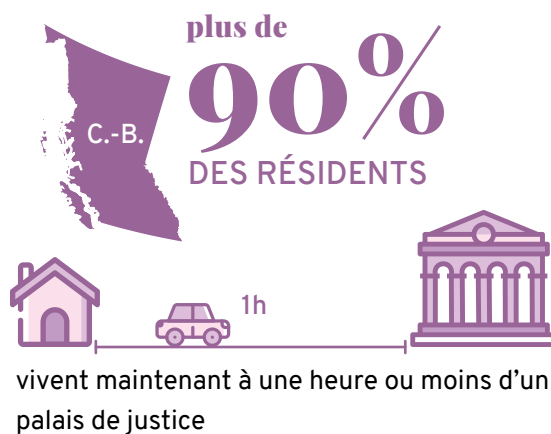
### Résolution rapide

En 2018, de nombreuses nouvelles initiatives ont mis l'accent sur un accès plus rapide aux mesures de soutien du secteur de la justice ou une à utilisation plus efficace des ressources actuelles. En Colombie-Britannique, l'outil de mise au rôle *Have a Judge/Need a Judge* a facilité l'accès aux juges des cours provinciales qui ont réglé leurs affaires et qui ont des plages horaires libres. En outre, un système de vidéoconférence a permis à ces juges d'entendre des affaires dans d'autres palais de justice, ce qui a évité des retards ou une accumulation de cas. Un projet pilote au Québec a permis de mettre en place un modèle de recouvrement rapide pour les petites créances de moins de 2 000 \$, tandis qu'un autre projet pilote portait sur les paiements tardifs dans le milieu de la construction. Les deux paliers de tribunaux du Manitoba ont apporté des changements aux règles et donné des instructions aux avocats afin d'assurer un traitement rapide des dossiers.

### Technologies et infrastructure

De nouveaux palais de justice seront construits à Abbotsford et à Toronto, ce qui ouvrira la voie à une utilisation plus polyvalente de l'espace et de la technologie. En Colombie-Britannique, 90 % des résidents vivent maintenant à moins d'une heure de route d'un palais de justice. La Colombie-Britannique a embauché plus de shérifs et d'employés administratifs dans ses tribunaux pour veiller à ce que les palais de justice soient en mesure de répondre aux besoins des visiteurs. Les tribunaux du Manitoba ont misé davantage sur les technologies pour accroître l'efficacité du traitement des contraventions et des infractions provinciales. Le bureau d'enregistrement des actions en divorce de Terre-Neuve a été entièrement numérisé, et les registres des tribunaux de St. John's ont été fusionnés, ce qui a eu pour effet d'accélérer et de faciliter l'accès aux renseignements et la planification des affaires juridiques. Au Yukon, un contrat d'une durée de 20 ans a été signé dans le but de numériser les titres fonciers et de tenir un registre électronique. Un service de dépôt électronique est maintenant accessible à la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

Un outil en ligne d'assistance dans les affaires de divorce a été lancé en Colombie-Britannique pour aider les gens à franchir plus facilement les étapes du processus de divorce. Le Barreau du Nunavut continue de fournir des services juridiques par l'intermédiaire de sa ligne d'assistance en inuktitut, tandis que avec leur Free Legal Advice Hotline de l'organisme Pro Bono Ontario permet de répondre aux questions de nature juridique des gens avant leur comparution.





## Collaboration

Dans toutes les administrations, les comités intersectoriels continuent d'évaluer la façon de modifier les règles et les formulaires des tribunaux afin de rendre le système plus accessible, tout en protégeant les droits des gens. En Nouvelle-Écosse, un effort de collaboration entre le comité responsable de l'égalité et des tribunaux et le comité chargé de la transformation de la justice pénale a porté sur l'accès à la justice. L'Association du Barreau canadien fait la promotion à l'échelle nationale des mesures de protection de la vie privée, de l'indépendance judiciaire et de l'accès à la justice dans le cadre des réformes législatives et procédurales.

Une nouvelle loi en Colombie-Britannique a permis d'enrayer la difficulté entourant la présentation de demandes de pension alimentaire pour enfants dans différentes provinces ou différents pays. En effet, des intervenants peuvent maintenant aider les gens à conclure des ententes intergouvernementales. La loi sur les recours collectifs de la Colombie-Britannique a également été modifiée de façon à réduire les chevauchements interprovinciaux en matière de recours collectifs et à exiger la déclaration des affaires connexes. Le ministère de la Justice du Québec a publié la nouvelle *Stratégie ministérielle de promotion et de développement des modes de prévention et de règlement des différends en matière civile et commerciale*, qui établit les priorités en matière de recours accru à la médiation et à l'accréditation des organismes pouvant offrir des services de médiation civile. L'approche *Triple Aim* d'A2JBC visant à mesurer l'accès à la justice a été adoptée par un plus grand nombre d'intervenants du secteur de la justice, ce qui a permis d'améliorer les données et de renforcer la collaboration au sein de la province.

## Communication

La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a publié de nouvelles ressources sur l'indépendance judiciaire et la façon de déposer des plaintes contre des juges. Le ministère de la Justice du Canada a accru son soutien aux victimes et aux témoins grâce à de nouveaux fonds et de nouveaux services à l'intention des personnes qui comparaissent devant les tribunaux. Dans le cadre d'un nouveau programme de soutien à leur intention, les jurés de la Colombie-Britannique sont maintenant admissibles à du counseling après avoir fait partie d'un jury. La Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador a publié un guide à l'intention

des représentants des médias et des membres du public qui veulent avoir accès aux dossiers des tribunaux. Un plus grand nombre de décisions des cours et des tribunaux de partout au pays sont publiées en ligne et sur Twitter.

## Apprentissage continu

Le perfectionnement professionnel continu est depuis longtemps une exigence pour l'ensemble des avocats et des juges. En 2018, de nombreux programmes de formation professionnelle concernaient l'accès à la justice. Dans le cadre de la réaction aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, le Barreau de l'Alberta a offert une formation gratuite sur les questions autochtones et la sensibilisation culturelle. Au Québec, Éducaloi a offert aux juges un cours estival sur la rédaction de décisions en langage clair et simple, tandis que la Cour du Québec a offert à ses juges une formation sur les questions d'accès à la justice.

# »»»»»»»»»» Objectif 4

## Objectif 4: Améliorer la justice familiale

**4.1 OFFRIR UNE VASTE GAMME DE SERVICES** - Rendre les services en droit familial plus faciles à trouver, notamment le triage, l'intervention précoce, les processus intégrés et collaboratifs, les séances sur la parentalité et les services financiers.

**4.2 FAIRE LA PROMOTION DU RÈGLEMENT CONSENSUEL** - Développer et promouvoir la gestion proactive des problèmes familiaux, ainsi que des approches et des services davantage consensuels, tout en gardant l'accent sur la sécurité.

**4.3 INNOVER** - Sensibiliser le public aux approches moins adversariales et les encourager à faire l'expérience des nouveaux services et processus pour créer des occasions de résolution consensuelle.

**4.4 RESTRUCTURER LES TRIBUNAUX DE LA FAMILLE** - Regrouper tous les aspects du droit de la famille au même endroit, notamment la séparation, la garde et l'accès, et le divorce, idéalement sous la responsabilité d'un seul juge.

## Améliorer la justice familiale

Le droit de la famille demeure un point central des efforts en matière d'accès à la justice au Canada. La majorité des demandeurs qui se représentent seuls devant les tribunaux canadiens doivent composer avec les aspects juridiques de la séparation et du divorce ou gèrent les ententes en matière de garde et de finances conclues entre les parents.

Les cliniques juridiques et les services d'information juridique publique visent depuis longtemps à aider les gens à comprendre les processus, les formulaires et les possibilités en cas de conflits familiaux. Les tribunaux de la famille, les avocats et les médiateurs continuent d'offrir des services juridiques directs, tandis que d'autres approches permettent de réduire les conflits ou d'éviter les litiges. En plus de l'apport spécialisé des juges et des avocats qui offrent toujours ces services juridiques, de nombreuses initiatives visant la création de voies plus accessibles pour le règlement des conflits de droit de la famille ont été lancées en 2018.

## Règlement anticipé des conflits familiaux

La médiation était au cœur de nombreuses initiatives en 2018. Aide juridique Ontario a présenté de nouveaux certificats qui permettent aux gens d'obtenir de l'aide juridique pour mener des procédures de médiation ou de règlement extrajudiciaire anticipé des affaires de droit de la famille. L'organisme a également fourni du financement pour la prestation de conseils juridiques indépendants avant de signer un entente de séparation. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a mis à l'essai un programme qui permet aux juges de diriger les familles vers des blocs de quatre heures de médiation gratuite. À Whitehorse, une solution de rechange au programme des tribunaux aide les parents à régler des questions concernant les enfants, et le Centre de médiation familiale du Yukon offre aux familles du soutien à la médiation sur l'ensemble du territoire. Dans les Territoires du Nord-Ouest, le Programme de médiation en droit de la famille est offert en personne, sur Skype et par téléphone, de sorte que des solutions de règlement anticipé sont offertes dans les collectivités éloignées.

## Services intégrés

Les représentants du système de droit de la famille travaillent avec d'autres professions pour intégrer les besoins pendant les périodes de transition familiale. Le ministère de la Justice de l'Alberta travaille à deux endroits avec la Family & Counselling Services Society à un projet pilote de navigateur pour la justice familiale. Ce modèle de navigateur offre du counseling, du soutien parental, des services axés sur le traumatisme et du soutien communautaire tout au long du processus de séparation et de divorce. En Colombie-Britannique, Locate Services met les gens en contact avec des services locaux en fonction de leurs besoins pour qu'ils accèdent aux services de règlement. Le ministère de la Justice du Québec a financé un nouveau projet pilote du protocole *Parentalité-Conflit-Résolution* qui offre des services psychosociaux au palais de justice. La Legal Information Society of Nova Scotia a offert une formation à plus de 40 travailleurs des services communautaires sur 20 sujets liés au droit de la famille, y compris la façon de compléter des formulaires en droit de la famille. En Colombie-Britannique, le programme Skills for Changing Families offre aux familles des services de perfectionnement des compétences et du counseling psychoéducatif dans le but d'éviter les conflits continus et les comparutions répétées au tribunal. De nouvelles initiatives axées le rôle parental et la pension

alimentaire comprenant des programmes visant à soutenir le rôle des parents après la séparation ont été offerts dans plusieurs provinces et territoires.

## Bien-être des enfants autochtones

Les tribus Cowichan ont lancé un projet dans le cadre duquel les lois traditionnelles des Cowichan seront appliquées par les tribunaux de la Colombie-Britannique dans les affaires de protection de l'enfance. Dans le cadre du projet de réforme du système de justice familiale de l'Alberta, les dirigeants et les organisations autochtones ont été invités à fournir une orientation relativement aux approches en matière de violence familiale et de protection de l'enfance en réponse aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation. Éducaloi a travaillé avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador au lancement d'un projet d'adoption coutumière autochtone.

## Aider les demandeurs non représentés

De nouveaux mécanismes de soutien pour les demandeurs non représentés ont été lancés dans plusieurs provinces et territoires. La Legal Services Society a lancé sur *MyLawBC.com* un outil de dialogue qui aide les partenaires à s'entendre sur des enjeux familiaux. Éducation juridique communautaire Ontario a élargi son programme de parcours guidés afin de donner du soutien en cas de conflits familiaux. L'assistant formulaire du site Web de la Public Legal Education Association of Saskatchewan a été amélioré pour aider les gens à produire des formulaires du tribunal de la famille. La Public Legal Information Association de Terre-Neuve-et-Labrador a aussi lancé un nouveau générateur de formulaires en droit de la famille. La Public Legal Information Association de Terre-Neuve-et-Labrador a aussi lancé un nouveau générateur de formulaires en droit de la famille.

De nouvelles vidéos sur les mythes et les réalités des conflits familiaux ont été produites par Éducaloi. Le service d'aide juridique de la Nouvelle-Écosse a offert des séances de clavardage hebdomadaires sur le droit de la famille pour aider les gens à comprendre leur conflit. *SaskFamilyLawAdvisor.ca* offrait de l'encadrement juridique aux plaideurs non représentés. Le programme d'approche du bureau de Toronto-Est d'Aide juridique Ontario permet maintenant aux gens de prendre rendez-vous avec un avocat de l'aide juridique

qui ira les rencontrer dans leur quartier pour expliquer les procédures judiciaires et les aider à remplir des formulaires. Le Centre de ressources en justice familiale, situé aupalais de justice de Winnipeg, offrait du soutien en personne et par téléphone aux familles du Manitoba. La Law Foundation of BC a créé un réseau de défense des intérêts en droit de la famille composé de 20 nouveaux professionnels dans l'ensemble de la province. La Clinique Porte 33 de Justice Pro Bono offrait aux Québécois une consultation de 45 minutes avec un avocat bénévole pour discuter de questions touchant la séparation.

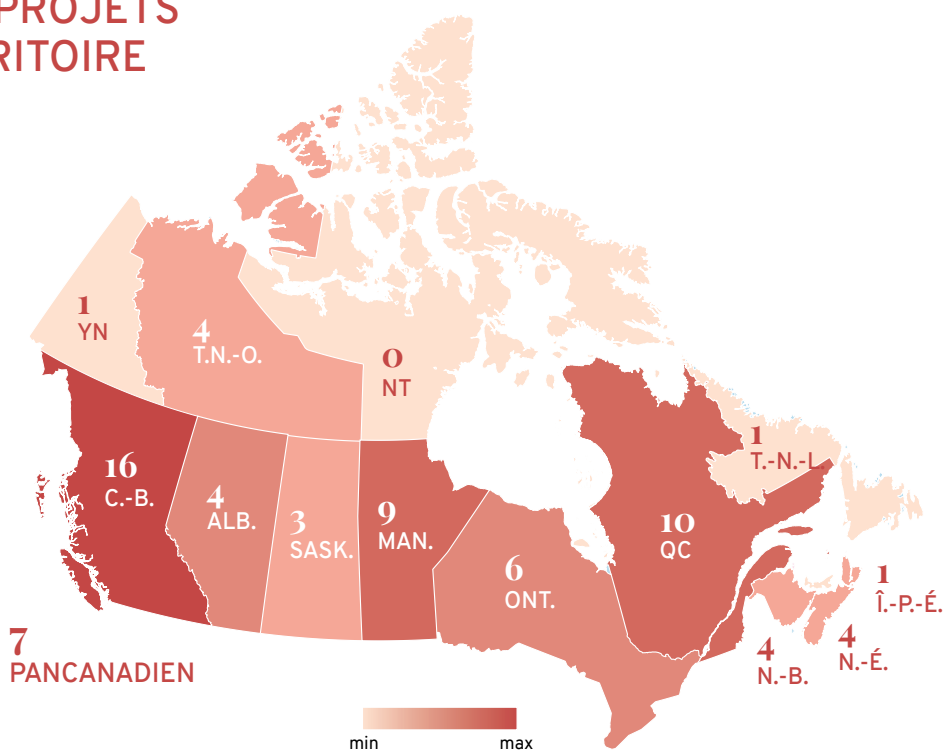
Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick a offert un cours sur la réalisation d'un divorce non contesté. L'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba a offert un guide au coût de 25 \$ sur les divorces non contestés, et a organisé des exposés sur le droit de la famille à la Bibliothèque publique de Winnipeg. Le Projet national sur les demandeurs non représentés a établi des partenariats et fourni des ressources pour que ses services de soutien en droit de la famille soient offerts dans les bibliothèques publiques de Windsor. Le centre d'aide juridique gratuite en droit de la famille de Regina a ouvert ses portes en 2018, ce qui s'ajoute aux services de droit de la famille offerts par Pro Bono Saskatchewan. L'Aide juridique du Manitoba a offert gratuitement un avocat de garde au début de toutes les

affaires de protection de l'enfance. Le service de dégroupage de la Colombie-Britannique a permis d'accroître le nombre d'avocats spécialisés en droit de la famille disposés à fournir une représentation juridique dégroupée ou partielle.

### Changements touchant les tribunaux

Le modèle de gestion des cas de la famille du Nouveau-Brunswick a été élargi pour englober Moncton, et fournit un coordonnateur au triage, du personnel de gestion des cas et de l'information juridique ainsi que des avocats. L'initiative de réforme du droit de la famille au Manitoba offre un autre modèle de services comprenant de la technologie libre-service, du triage et de l'aide à la résolution des conflits en collaboration. Le Resolution and Court Administration Service de l'Alberta offrait des cours sur l'admission, le règlement des conflits et le rôle parental. En Nouvelle-Écosse, un projet pilote offrait la possibilité de tenir en ligne des audiences en droit de la famille. La Cour du Québec a mis à l'essai un processus judiciaire adapté qui intègre l'intervention clinique en cas de conflit intense pendant la séparation. L'Association du Barreau canadien –a continué de militer en faveur de tribunaux unifiés de la famille.

## »»»»»»» NOMBRE DE PROJETS PAR PROVINCE ET TERRITOIRE



## Changer la pratique des avocats

La pratique du droit en matière familiale change avec l'évolution de la prestation des services juridiques. L'Association du Barreau canadien a élaboré une trousse d'outils de formation professionnelle à l'intention des avocats sur le rôle des parents séparés, fondée sur les expériences vécues en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Le Barreau de la Colombie-Britannique s'est assuré que les avocats jouant le rôle de médiateur de la famille ou de coordonnateur des tâches parentales possèdent une formation spécialisée. La BC Collaborative Roster Society offre des services pro bono en collaboration à titre d'option de règlement à l'amiable. Les barreaux du Manitoba et de l'Alberta ont offert du perfectionnement professionnel aux avocats pour qu'ils puissent apprendre de nouvelles règles en droit de la famille ou mettre à jour leurs pratiques professionnelles. Le Barreau, le gouvernement et les associations professionnelles de la Colombie-Britannique explorent la possibilité de services en droit de la famille offerts par des parajuristes. L'Aide juridique du Manitoba a encouragé le règlement rapide et final d'affaires en droit de la famille par l'intermédiaire de son barème tarifaire.

## Modifications législatives

La nouvelle *Loi sur l'intervention en matière de violence entre partenaires intimes* du Nouveau-Brunswick a donné lieu à une nouvelle formation et à sa mise en œuvre dans la province. En Colombie-Britannique, des modifications législatives permettent l'annuler le permis de conduire d'une personne qui a accumulé un arriéré important du soutien familial. L'accès en ligne aux renseignements sur le soutien familial facilite maintenant l'information à ce chapitre et permet l'intégration avec les calculateurs en ligne et les services connexes en Colombie-Britannique. Tout au long de 2018, de nombreuses organisations juridiques, y compris l'Association du Barreau canadien, ont participé aux efforts déployés par Justice Canada en vue de modifier la *Loi sur le divorce* et les dispositions législatives connexes, de mieux protéger l'intérêt supérieur de l'enfant et de simplifier la procédure de divorce.

## Écouter les utilisateurs

Au cours de l'année, les occasions d'écouter les utilisateurs du système de droit de la famille ont provoqué des changements dans chaque province et territoire. Au Québec, la Chambre des notaires a mené une Commission citoyenne sur le droit de la famille dans six villes. Le Family Justice Innovation Lab de la Colombie-Britannique a lancé son projet *Youth Voices*, qui vise à donner aux jeunes les moyens de se faire entendre par le système de justice et par leurs parents. L'Institut canadien de recherche sur le droit et la famille a organisé un symposium national sur la participation des enfants aux processus judiciaires.

# »»»»»»»»»» Objectif 5

## Objectif 5: Travailler ensemble

**5.1 COORDONNER LES EFFORTS** - Rassembler toutes les organisations qui travaillent en matière d'accès à la justice dans chaque province ou territoire pour mettre l'accent sur les solutions locales.

**5.2 INCLURE TOUT LE MONDE** - Faire participer les grandes institutions (tribunaux, gouvernements), les groupes professionnels (associations d'avocats), les groupes communautaires et les organisations sans but lucratif (cliniques, VIJ), les universitaires et les particuliers pour trouver des approches nouvelles et créatives.

**5.3 ÊTRE AUDACIEUX, PASSER À L'ACTION** - Une coordination locale et nationale doit diriger, agir et inspirer les autres à s'attaquer au problème de l'accès à la justice.

**5.4 COLLABORER AU SEIN DES INSTITUTIONS** - En plus d'être une préoccupation de l'ensemble du système de justice, l'accès à la justice doit être une préoccupation au cœur des organisations de juges, des associations d'avocats et de parajuristes, des tribunaux et des institutions.

**5.5 COORDONNER DANS L'ENSEMBLE DU CANADA** - Poursuivre sur notre lancée et maintenir une attention soutenue à l'égard de ces questions dans l'ensemble du pays, en complément de l'activité locale et régionale.

## Travailler ensemble

L'accent mis sur la collaboration est un changement de culture au sein du système de justice. Le secteur a toujours été compartimenté en groupes professionnels, divisé en fonction des compétences et axé sur le maintien de l'indépendance des juges et des avocats grâce à la séparation des institutions.

En réponse à l'appel à l'action de la *Feuille de route pour le changement* de 2014, un groupe ou un comité axé sur la collaboration a été mis sur pied dans chaque province ou territoire du pays. Chaque année, le Comité d'action se réunit dans le cadre de son sommet annuel, qui rassemble des représentants de ces collaborateurs provinciaux et territoriaux et des représentants des institutions du secteur de la justice dans le but de coordonner les efforts en matière d'accès à la justice. Le Comité d'action a également créé deux instruments qui permettent de communiquer les idées sur l'accès à la justice au Canada. Quiconque s'intéresse à la question de l'accès à la justice peut s'abonner à son bulletin mensuel sur l'accès à la justice pour obtenir de l'information sur des projets intéressants et des approches novatrices. Le Réseau de recherche sur l'accès à la justice, hébergé par le Forum canadien sur la justice civile, est une communauté de chercheurs universitaires ou travaillant dans des organismes communautaires qui échangent des résultats de recherche, des travaux universitaires et de nouvelles idées sur ces enjeux. Des liens vers ces deux outils de communication et d'autres nouvelles du Comité d'action sont accessibles à [objectifsdelaccèsàlajustice.ca](http://objectifsdelaccèsàlajustice.ca).

## Coordination internationale

Le rapport de 2017 du Comité d'action sur les progrès en matière d'accès à la justice a été inclus dans le cadre de l'Examen national volontaire du Canada à l'intention des Nations Unies. L'examen en question souligne les progrès réalisés relativement aux objectifs de développement durable des Nations Unies dans le cadre du Programme à l'horizon 2030. Le Comité d'action a également travaillé en collaboration avec le World Justice Project en établissant un lien entre son *indice semestriel sur l'accès à la justice* et les efforts canadiens et en mettant en lumière le modèle canadien des objectifs de développement en matière de justice.

Éducaloi a tissé des liens internationaux en tenant le colloque semestriel Clarity à Montréal, avec le soutien du ministère de la Justice du Canada, de Patrimoine canadien et du ministère de la Justice du Québec. Quelque 550 délégués du monde entier se sont réunis dans le but de discuter de stratégies de communication juridique en langage clair. Le Forum canadien sur la justice civile a lancé son projet de recherche sur la justice communautaire au Canada, au Kenya, en Sierra Leone, aux États-Unis et en Afrique du Sud.

## Collaboration intergouvernementale

Les responsables du projet de réforme du système de justice familiale de l'Alberta ont travaillé en collaboration avec d'autres ministères provinciaux dans le but de coordonner les ressources en matière de services sociaux, de santé et d'éducation, et de s'attaquer aux causes et aux répercussions des conflits familiaux. Ils ont participé aux travaux d'un groupe de travail interministériel chargé de créer un modèle de soutien et de services intégrés dans les écoles de l'Alberta tout en travaillant en collaboration avec des organisations de prévention de la violence familiale. Le Barreau du Manitoba a demandé au procureur général de modifier la loi de façon à permettre le recours à d'autres modèles de services juridiques, y compris des dispositions touchant les techniciens juridiques, les parajuristes et les services juridiques fournis par la société civile.

550  
PARTICIPANTS

20  
PAYS



ont assisté à la conférence Clarity à Montréal, qui portait sur la rédaction juridique en langage clair

## Collaboration avec d'autres professions

Le Family Justice Innovation Lab de la Colombie-Britannique a travaillé en collaboration avec une organisation à l'intérieur et à l'extérieur du système de justice, et misé sur un modèle de conception axé sur l'être humain pour créer une approche expérimentale d'apprentissage du système par l'expérience. La Legal Innovation Zone de l'Université Ryerson a organisé un défi concernant l'intelligence artificielle, dans le cadre duquel elle a travaillé en collaboration avec de jeunes entreprises du secteur des technologies pour appliquer des innovations en matière d'intelligence artificielle aux processus juridiques. Le projet de recherche *Autonomy through Cyberjustice Technology* a été lancé, et réunit des chercheurs, des universitaires et des partenaires communautaires, comme l'Association canadienne des organismes d'éducation et d'information juridiques, de partout au Canada et de l'étranger.

L'Institut canadien de recherche sur le droit et la famille a travaillé en collaboration avec des chercheurs et des experts de ministères, d'organismes de défense des droits et de groupes communautaires. Le Barreau du Nunavut s'est associé aux Pauktuutit Inuit Women of Canada pour examiner les besoins juridiques non comblés et les recherches sur la violence familiale dans le territoire. Les partenariats médico-légaux se poursuivent en Ontario (Pro Bono Ontario) et en Saskatchewan (CREATE Justice). Aide juridique Ontario a financé un travailleur de l'aide juridique pour la bande Six Nations de Grand River. Le Projet national sur les plaideurs non représentés a organisé la cinquième conférence *Cultivating the Dialogue*, où des plaideurs non représentés se sont réunis pour discuter de leurs expériences avec des intervenants du système de justice. La Fondation du droit de l'Ontario a financé 66 activités d'apprentissage à l'intention des intermédiaires.

## Collaboration avec les peuples autochtones

Les ordres professionnels de juristes et les associations du Barreau travaillent en collaboration avec les organisations et les dirigeants autochtones. Les bibliothèques des palais de justice de la Colombie-Britannique ont mis sur pied un groupe de travail sur la Commission de vérité et réconciliation, tout comme le Barreau de la Colombie-Britannique. Le groupe de travail de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada sur la Commission de vérité et réconciliation examine les réponses aux appels à l'action. L'Association du Barreau du Manitoba a signé l'Entente relative aux Autochtones de Winnipeg à titre de partenaire. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a travaillé en collaboration avec les Premières Nations pour élaborer des principes préliminaires visant à encadrer la relation entre la province et les peuples autochtones.

## Collaboration à l'échelle du système de justice

Le Comité d'action continue de faciliter la collaboration à l'échelle nationale en invitant les gens à se joindre à ses communautés de pratiques itinérantes annuelles pour transmettre des idées et faire connaître des innovations dans d'autres secteurs. Dans chaque province et territoire, la collaboration au sein du secteur s'est accrue au cours de la dernière année. A2JBC a obtenu l'appui officiel de 30 établissements relativement à son approche *Triple Aim*. L'organisation a également facilité la coordination intersectorielle grâce à son groupe de travail sur les services dégroupés, à son comité directeur et à la promotion de son cadre de mesure dans le contexte des efforts de réforme du droit déployés en Colombie-Britannique.

Les Associations d'éducation juridique à l'intention du public du Canada ont mis en relation les organisations

d'éducation juridique de toutes les administrations. La Fédération des ordres professionnels de juristes et l'Association du Barreau canadien possédaient toutes deux des comités actifs sur l'accès à la justice et ont assuré la coordination avec leurs filiales provinciales et territoriales. L'Association canadienne des juges des cours provinciales et l'Association des juges des cours supérieures ont fourni aux juges une plateforme où mettre en commun leurs difficultés, des ressources et les nouvelles approches. Le projet de réforme du système de justice familiale de l'Alberta a travaillé avec Divorce Magazine, notamment en participant à ses quatre symposiums sur le divorce, pour encourager le secteur privé à offrir du soutien aux familles.

La semaine de l'accès à la justice, qui s'est déroulée pour la première fois en Ontario en octobre 2016, a aussi été célébrée en 2018 en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Ontario et, pour la première fois, en Alberta. La semaine, durant laquelle ont lieu des événements publics, des symposiums d'apprentissage et des activités de réseautage avec des intermédiaires d'autres professions, continue de sensibiliser les Canadiens à la pertinence de l'accès à la justice. Les activités organisées en Colombie-Britannique ont été le résultat de la collaboration entre les trois facultés de droit de la province; des liens ont été établis entre les étudiants en droit et les plaideurs non représentés en vue de mieux comprendre les difficultés auxquelles les gens sont confrontés lorsqu'ils composent avec des enjeux de nature juridique.

## Apprendre les uns des autres

Au Québec, une séance de réflexion sur l'accès à la justice a réuni des représentants du gouvernement, des tribunaux et des associations professionnelles, tout comme le sommet annuel de la Justice de la Colombie-Britannique. Access Pro Bono a organisé la 7e conférence annuelle sur les services juridiques gratuits à Vancouver. Quant à lui, CREATE Justice a organisé des « réunions téléphoniques » pour relier les gens de Saskatchewan et a publié des bulletins mensuels sur les activités d'accès à la justice. #TalkJustice a continué d'informer les comités d'équité raciale et d'équité entre les sexes de la Nova Scotia Barristers' Society. Pro Bono Law Saskatchewan est l'un des partenaires du groupe de travail sur les services juridiques en français.

En Colombie-Britannique, une nouvelle initiative de contraventions électroniques a réuni le Ministère du

Access to Justice BC compte

**30+**  
ORGANISATIONS

qui se sont officiellement  
ralliées à son engagement  
intersectoriel envers l'accès à  
la justice



procureur général, les tribunaux, RoadSafetyBC, l'Insurance Corporation of British Columbia, le ministère des Finances et la GRC. Le bureau de la Couronne de la Colombie-Britannique a dirigé un projet de mise en liberté sous caution avec six partenaires provinciaux. La Justice Sector Constellation de l'Alberta a élaboré un plan stratégique pour le secteur, tandis que les deux paliers de tribunaux et le ministère de la Justice ont présenté un mémoire conjoint en faveur d'un tribunal unifié de la famille. Un comité d'accès à la justice à Sault Ste. Marie s'est penché sur les enjeux locaux entourant l'accès à la justice. Aide juridique Ontario continue de s'associer à Pro Bono Students Canada dans le cadre du projet de droit de la famille, et offre des services juridiques gratuits dans les tribunaux de la famille partout en Ontario.

Le Groupe de travail sur les paramètres du Comité d'action s'est associé au ministère de la Justice du Canada et à Statistique Canada pour mettre au point une composante sur les besoins juridiques dans le cadre des enquêtes nationales. Le nouvel Institut pour l'accès à la justice et la réforme du droit de la Nouvelle-Écosse a été fondé à la Schulich School of Law. Quatre organismes d'éducation et d'information juridiques à l'intention du public de la Colombie-Britannique se sont réunis pour établir des paramètres communs et des normes de publication, avec l'appui de la fondation du droit de la province. Au Manitoba, le Barreau a réuni des intervenants clés, dont le Centre d'aide juridique, l'Association d'éducation juridique communautaire, la Faculté de droit et les tribunaux, afin de mettre au point un modèle de carrefour bibliothécaire au palais de justice et de fournir ainsi de l'information juridique et une représentation limitée au public.

## »»»»»»» Les collaborateurs provinciaux et territoriaux

---

- A2JBC - Access to Justice BC, Colombie-Britannique
- Comité d'accès à la justice, Yukon
- Initiative de réforme du système de justice familiale, Alberta
- Comité d'accès à la justice, T.N.-O.
- Le Réseau d'accès à la justice, Saskatchewan
- Comité d'accès à la justice, Manitoba
- Groupe d'action sur l'accès à la justice (TAG), Ontario
- Programme d'accès à la justice, Barreau du Nunavut
- Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale
- Comité d'accès à la justice, Î.-P.-É.
- Access to Justice and Law Reform Institute of Nova Scotia
- Comité d'accès à la justice, Nouveau-Brunswick
- Comité d'accès à la justice, T.-N.-L.

# »»»»»»»»»» Objectif 6

## Objectif 6: Se donner les moyens

**6.1 SENSIBILISER LES ÉTUDIANTS EN DROIT ET LES PROFESSIONNELS DU DROIT** - Offrir une formation sur l'accès à la justice, sur les approches nouvelles, sur les situations sociales changeantes, et sur les compétences requises pour répondre aux besoins du public, en début comme en cours de carrière

**6.2 PROMOUVOIR L'ÉDUCATION JURIDIQUE À L'ÉCOLE** - Introduire des connaissances juridiques à l'école primaire et secondaire pour préparer les élèves à faire face aux problèmes juridiques tout au long de leur vie; Offrir de la formation sur les questions touchant l'accès à la justice dans les programmes postsecondaires en vue d'intégrer les services juridiques, sociaux, de santé et d'éducation.

## Se donner les moyens

Les élèves d'âge scolaire et les étudiants universitaires constituent le principal public visé par le renforcement des habiletés juridiques. Comme ces groupes n'ont pas encore établi leur choix de carrière ni acquis de compétences en matière d'arbitrage, les efforts déployés pour renforcer leurs habiletés juridiques sont susceptibles de transformer la façon dont les gens préviennent les conflits et gèrent les problèmes juridiques, que ce soit dans leur propre vie ou dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Les étudiants en droit et en techniques juridiques qui acquièrent des compétences et des aptitudes au début de leur carrière peuvent être exposés à des problèmes d'accès à la justice avant de décider de l'orientation de leur carrière. Les efforts de renforcement des habiletés de ces groupes constituent la priorité du présent objectif, complétant la formation des professionnels du droit existants.

Le perfectionnement professionnel continu est une responsabilité cruciale de tous les professionnels du droit. Au cours de l'année, des avocats, des parajuristes et des juges ont suivi de nouvelles formations sur des questions d'accès à la justice et ont perfectionné leurs compétences professionnelles. Il s'agissait d'une combinaison de possibilités de formation interne offertes par les sociétés d'aide juridique, les associations de juges et les employeurs, de conférences et de cours intersectoriels. Les possibilités de perfectionnement professionnel se sont développées pour accorder plus d'importance à l'accès à la justice et à l'expérience des parties non représentés.

## Enfants et jeunes

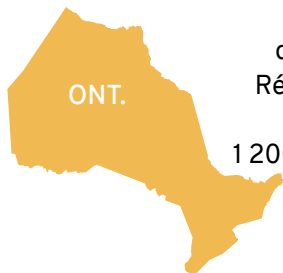
Les programmes d'éducation sur la justice dans de nombreuses provinces ont exposé les enfants et les jeunes à des expériences pertinentes pour leur faire connaître la primauté du droit, des concepts juridiques, différentes carrières et des techniques de plaidoirie. Les programmes du Réseau ontarien d'éducation juridique (ROEJ) ont renforcé les habiletés juridiques de plus de 200 000 jeunes, grâce aux efforts de 1 200 professionnels du secteur de la justice. Le programme provincial de procès fictifs du ROEJ appuyait l'apprentissage par l'expérience en classe, ce qui a donné lieu à 15 tournois régionaux de procès fictifs au palais de justice. Les fournisseurs de services d'éducation juridique du public de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador ont offert des camps de justice pour les jeunes au cours de l'été. Éducaloi a ajouté une nouvelle ressource sur l'intimidation à la série de ressources éducatives offertes sur son site *educationjuridique.ca*. La Nova Scotia Barristers' Society a accueilli des étudiants du secondaire à son bureau de l'équité et de l'accès. La Legal

Services Society a publié des romans en images destinés aux jeunes Autochtones. La division de l'Association du Barreau canadien (ABC) de l'Alberta a offert sa ressource « My Justice System » aux étudiants du secondaire. À l'Université Thompson Rivers, des étudiants du secondaire ont fait une visite de la faculté de droit pendant la Semaine de l'accès à la justice de la Colombie-Britannique.

Plus de 22 000 jeunes et enseignants de la Colombie-Britannique ont rencontré des juges de la cour provinciale dans le cadre du programme de la Justice Education Society, qui a également révisé ses ressources didactiques pour qu'elles correspondent au nouveau programme de la Colombie-Britannique : plus de 200 ressources connexes sont offertes en ligne. L'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba a invité des conférenciers en classe. La Public Legal Education Association of Saskatchewan a remanié le site Web des enseignants et publié de nouvelles ressources scolaires sur les relations saines et le consentement. Les activités organisées à l'occasion de la Journée du droit par des organismes sans but lucratif, des tribunaux, des cabinets d'avocats et des sections de l'Association du Barreau canadien d'un bout à l'autre du pays comprenaient des symposiums pour écoles secondaires, des concours de rédaction et des séances sur les possibilités de carrières. Grâce à des subventions accordées à des organismes communautaires, la Fondation du droit de l'Ontario a financé 1 670 formations sur le droit et la démocratie.

plus de

**200,000**  
JEUNES



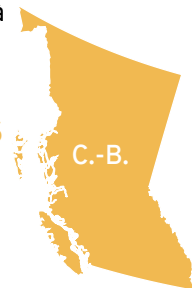
ont été touchés par les initiatives d'éducation en matière de justice du Réseau ontarien d'éducation juridique partout en Ontario, soutenues par 1 200 bénévoles du secteur de la justice

La Justice Education Society (JES) a offert des expériences éducatives à

**22,000 +**  
JEUNES et ADULTES

La JES a rédigé ou adapté

**200 +**  
RESSOURCES PÉDAGOGIQUES  
pour le nouveau programme de  
la Colombie-Britannique



Les étudiants en droit du Community Law Centre de l'Université du Manitoba ont aidé de

**400+**  
CLIENTS



## Étudiants en droit

La plupart des facultés de droit du Canada offrent des cours thématiques et des expériences pratiques sur l'accès à la justice. Les nouvelles ressources du Forum canadien sur la justice civile portant sur les coûts de la justice civile et les travaux de recherche de J. P. Boyd sur les effets des conflits familiaux ont été intégrés à ces cours. Les étudiants ont reçu des crédits universitaires pour des placements à l'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba, dans le programme d'expertise sur la location de locaux d'habitation de Pro Bono Saskatchewan et au Legal Help Centre de Winnipeg. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a offert des stages aux étudiants en droit de l'Université de la Colombie-Britannique, et les tribunaux du Manitoba ont offert aux étudiants une possibilité de jumelage avec un juge. Éducaloi a offert aux étudiants en droit une formation en rédaction simple. L'ABC et CREATE Justice ont publié un guide d'apprentissage expérientiel à l'intention des étudiants en droit intitulé *L'apprentissage sur le terrain dans le domaine juridique*. Des fondations juridiques de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont financé des stages en droit d'intérêt public.

Des sociétés étudiantes d'aide juridique de l'Association canadienne pour l'enseignement clinique du droit ont offert aux étudiants en droit la possibilité d'appliquer leurs connaissances et d'apprendre à connaître la réalité des plaideurs, avec l'appui du centre d'aide juridique, des fondations juridiques et des facultés de droit de chaque collectivité. Le Réseau national d'étudiant(e)s pro bono (PBSC) a chapeauté les projets de 1 600 étudiants en droit partout au pays, et 85 % d'entre eux ont dit avoir l'intention de continuer à offrir des services bénévolement tout au long de leur carrière juridique. Le programme de droit de la famille du PBSC, appuyé par Aide Juridique Ontario et par des partenaires sur place dans d'autres provinces,

Chaque semestre Community Legal Aid and Legal Assistance Windsor a offert des postes de bénévole et des postes offrant des crédits universitaires à

**120**  
ÉTUDIANTS EN  
DROIT et en  
TRAVAIL SOCIAL



permettait aux étudiants de se familiariser avec les difficultés auxquelles font face les parties non représentées en les aidant à remplir des formulaires en droit de la famille. Un marathon de programmation pour l'accès à la justice a donné le coup d'envoi de la Semaine de l'accès à la justice en Colombie-Britannique. Justice Canada a organisé un concours sur les droits de la personne pour les étudiants en droit.



**1600**  
ÉTUDIANTS EN DROIT

ont fait du bénévolat dans le cadre  
de projets du PBSC

**85%**

d'entre eux prévoient continuer  
d'offrir des services pro bono après  
avoir obtenu leur diplôme

## Étudiants d'autres disciplines

Des possibilités de formation et de stage en travail social, en soins infirmiers, en justice pénale, en justice humaine et en éducation ont été offertes par le Legal Help Centre de Winnipeg, Pro Bono Saskatchewan et Community Legal Aid and Assistance of Windsor. Le Centre for Public Legal Education Alberta a offert de la formation à des intermédiaires. La Legal Information Society of Nova Scotia a travaillé avec des étudiants en TI bénévoles à la mise au point de deux nouvelles applications. La Winkler Institute for Dispute Resolution a offert un cours de technologie de l'information juridique à 19 étudiants de premier cycle. Des étudiants en TI ont répondu à des appels de la ligne d'information en droit de la famille du service public d'éducation et d'information juridiques de la Nouvelle-Écosse.

# »»»»»»»»»» Objectif 7

## Objectif 7: Innovater

**7.1 FAIRE UN SUIVI SUR CE QUI FONCTIONNE** - Créer une culture de l'innovation au sein du système de justice, en mettant l'accent sur les nouvelles idées et en tirant des leçons des réussites et des échecs.

**7.2 FAIRE PART DES BONNES IDÉES** - Faire la promotion de la mise en commun de nouveaux modèles, de nouvelles idées et des réussites afin d'amplifier les effets de l'innovation.

## Innovater

L'innovation dans le secteur de la justice pose de véritables défis, notamment la nécessité de protéger l'indépendance de la magistrature et du barreau qui crée une séparation entre les institutions et groupes. La culture du précédent et de la tradition a entravé l'expérimentation. Compte tenu de l'ampleur du défi d'accès à la justice, le secteur change, adopte une nouvelle façon de penser, de la souplesse, de l'expérimentation et des approches axées sur l'utilisateur.

L'innovation est souvent associée aux percées technologiques, dont beaucoup transforment la façon de résoudre les différends. Elle concerne également la façon dont les gens offrent des services ou abordent les questions d'accès à la justice. Voici certaines des innovations adoptées par le système juridique en 2018.

## Idées novatrices

Les cadres *d'impact collectif* et la *méthode d'évaluation développementale* ont façonné bon nombre des collaborateurs provinciaux, à commencer par le Groupe d'action sur l'accès à la justice de l'Ontario et, plus récemment, les collaborateurs de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. A2JBC s'est engagée à apporter quatre changements de culture au sein du système de justice afin de faciliter l'innovation : mettre l'accent sur l'utilisateur, collaborer, expérimenter et s'appuyer sur des données probantes. Pendant une réunion d'une journée, son conseil de direction a écouté des histoires d'innovation au sein et à l'extérieur du système de justice. Il a ensuite tenu sa réunion de novembre au Centre d'innovation Telus et reçu un groupe d'innovateurs venus discuter de l'utilisation de la technologie pour transformer les systèmes. Son président, le juge en chef Bauman, a parlé de ces changements de culture dans ses blogs, « Is the Justice System ready to innovate? » et « Facing the Strange ». En Alberta, les efforts de modernisation des tribunaux incluent un programme de réflexion sans limites qui encourage l'échange d'idées novatrices à l'échelle de l'organisation. Les responsables du projet de réforme du système de justice familiale ont déterminé que la neurologie était essentielle pour comprendre l'incidence des conflits familiaux et des expériences négatives durant l'enfance dans le cadre du règlement des différends.


# 45

CHERCHEURS

Centres de recherche  
Établissements publics  
Professionnels du droit  
Représentants de la  
société civile  
Acteurs du secteur privé

# 42

PARTENAIRES



collaborent à l'examen de l'accès à la justice et de l'intelligence artificielle dans le cadre du projet Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice financé par le Conseil de recherches en sciences humaines

## Nouveaux projets

La section albertaine de l'Association du Barreau canadien a lancé son projet *Invisible People* sur les itinérants pour examiner les lacunes démographiques, culturelles et sociales associées à l'accès aux services juridiques et les raisons connexes. Information juridique communautaire de l'Ontario a lancé l'initiative *Justice pas-à-pas* pour offrir un accès encadré à la communauté francophone de la province. Un projet de comédiation a été mis à l'essai dans le contexte du Programme de médiation en droit de la famille des Territoires du Nord-Ouest. Dans le cadre d'un nouveau projet, des membres du comité directeur de l'accès à la justice (dont la Public Legal Information Association de Terre-Neuve, les responsables de l'aide juridique, la Cour d'appel, la Commission des droits de la personne et le Bureau du représentant des citoyens) ont offert des séances d'information juridique aux détenus du pénitencier de St. John's.

## Nouveaux modèles

La Collaborative Roster Society de la Colombie-Britannique a élaboré et communiqué à l'échelle nationale un nouveau modèle à frais fixes, assorti de gabarits et d'outils connexes. La People's Law School a relancé ses ressources Web en fonction de six priorités : les ressources devaient être axées sur l'utilisateur, engageantes, pratiques et partageables tout en faisant autorité et en offrant une gamme de services. JP Boyd a élaboré de nouvelles règles d'arbitrage liées au droit de la famille. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique a créé son sixième tribunal autochtone en travaillant en collaboration avec les Premières Nations dans le but de mettre en place une nouvelle approche à Prince George. La Nova Scotia Barristers' Society a offert son système de gestion de pratiques juridiques éthiques, qui met l'accent sur une évaluation complexe des normes de pratique éthique. Le ministère de la Justice du Québec a annoncé son plan quinquennal de modernisation du système de justice québécois, en partenariat avec les intervenants du domaine juridique. Le plan prévoit des investissements de 500 millions de dollars et inclut un centre d'information juridique à guichet unique où les gens auront accès à de l'information, à des technologies et à des services de triage.

## Nouvelles technologies

Terre-Neuve-et-Labrador a maintenant accès à l'outil de préparation de formulaires de la Public Legal Information Association de Terre-Neuve, tandis que la Public Legal Education Association de la Saskatchewan a élaboré sa plateforme d'ententes interactives où il est possible de générer des ententes en matière de droit de la famille. La Legal Services Society de la Colombie-Britannique a lancé son outil de dialogue pour faciliter la conclusion d'ententes de séparation en ligne. Courthouse Libraries BC a mis au point *Lawbster*, une nouvelle plateforme en ligne reliant les professionnels du droit.

Le projet *Autonomy through Cyberjustice Technologies* a commencé à examiner la façon dont l'intelligence artificielle peut accroître l'accès à la justice. Il s'agit d'un projet multidisciplinaire auquel participent 42 partenaires, dont des organisations d'éducation juridique à l'intention du public, des établissements publics et 45 chercheurs du Canada et de l'étranger. En Ontario, la *Legal Innovation Zone* a agi à titre d'incubateur de technologies juridiques et produit 20 projets, 13 services et 17 améliorations procédurales. Le Ministère du procureur général de la Colombie-Britannique a ajouté l'*Employment Assistance Appeals Tribunal* et la Commission des relations de travail à un portail en ligne. Aide juridique Ontario a lancé son portail en ligne à l'intention de ses clients, un élément clé de sa stratégie numérique. En 20 jours, 5 000 clients se sont inscrits afin de recevoir des documents, de remplir des formulaires de consentement et d'autoriser des renseignements au moyen du portail en ligne sécurisé, accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

# »»»»»»»»»» Objectif 8

## Objectif 8: Analyser et tirer des leçons

**8.1 ÉLABORER DES INDICATEURS** - Établir des données de référence et des indicateurs normalisés pour développer une compréhension partagée des services, des modèles et des besoins juridiques.

**8.2 COLLABORER AVEC LES CHERCHEURS DANS TOUS LES DOMAINES** - Coordonner la recherche entre les institutions et les universités, et entre les experts en sciences sociales, les économistes, les utilisateurs du système et les institutions juridiques en vue de mieux comprendre les problématiques.

## Analyser et tirer des leçons

Il est essentiel de comprendre les défis en matière d'accès à la justice auxquels les gens sont confrontés afin de pouvoir apporter de changement de système significatif. Le fait d'examiner uniquement le problème de l'intérieur ne fournit qu'un point de vue. Les efforts déployés pour prendre des décisions à la fois axées sur les utilisateurs et fondées sur des données probantes exigent l'adoption de nombreux points de vue et la collecte de données solides.

Les organisations du secteur de la justice recueillent depuis longtemps des statistiques sur leurs activités, et les organisations d'information juridique à l'intention du public savent combien de personnes utilisent ou téléchargent leurs ressources. De leur côté, les tribunaux savent combien d'affaires sont entendues, et les responsables de l'aide juridique font un suivi du temps et du travail des avocats de leurs clients. Enfin, les ordres professionnels de juristes et les organisations qui offrent des services juridiques gratuits connaissent les activités de leurs membres et de leurs bénévoles. Ces efforts de collecte de données se sont poursuivis en 2018, tandis que de nouveaux projets tentaient de normaliser et de partager les données recueillies. Les chercheurs de toutes les disciplines utilisent ces données pour poser de nouvelles questions et mettre à l'essai de nouvelles approches.



## Plus de données partagées à grande échelle

En partenariat avec quatre provinces, le groupe de travail sur les paramètres du Comité d'action a travaillé en collaboration avec le ministère de la Justice du Canada et Statistique Canada afin de créer une enquête nationale ponctuelle sur les problèmes juridiques. L'enquête permettra de sonder 30 000 personnes partout au Canada en 2020. Des discussions sont en cours pour intégrer certaines composantes des enquêtes sur les besoins juridiques au calendrier des enquêtes nationales.

En Saskatchewan, CREATE Justice a commencé à élaborer son répertoire, son cadre *d'évaluation et sa trousse d'outils sur les données du secteur de la justice*. De son côté, la Société du Barreau du Manitoba cherche à obtenir des données sur l'ensemble du système de justice dans le cadre de ses consultations actuelles sur la prestation des services juridiques. Elle veut ainsi cerner les ensembles de données recueillies par différents établissements dans le but de favoriser la prise de décisions fondées sur des données probantes. Le cadre de mesure des résultats et le guide de l'utilisateur d'A2JBC ont été intégrés aux efforts de collecte de données des organisations ayant adhéré à son approche *Triple Aim*. En outre, A2JBC a demandé l'intégration de son approche dans le cadre des examens des modèles de pratique de rechange du Barreau et des services d'aide juridique de la province. L'Aide juridique du Manitoba a divulgué de façon proactive sa base de données, partageant ainsi ses données avec l'ensemble du secteur. La Nova Scotia Barristers' Society a entrepris la création d'un cadre provincial de mesure de l'accès à la justice.

L'Association canadienne des organismes d'éducation et d'information juridique a élaboré des points de repère et des paramètres communs pour évaluer les initiatives d'éducation juridique à l'intention du public au Canada. Ses organisations membres ont maintenant intégré ces points de repère et ces paramètres dans le cadre de leurs mécanismes de collecte de données. Dans le but d'élaborer une approche provinciale commune, la BC Law Foundation a créé un comité chargé des paramètres qui réunit les principaux fournisseurs de services d'éducation juridiques à l'intention du public (le Ministère du procureur général, la Legal Services Society, la Justice Education Society, la People's Law School et les bibliothèques des palais de justice). Toujours en Colombie-Britannique, la Legal Services Society a examiné des modèles internationaux d'évaluation des services de triage, intégrant des paramètres dans le

cadre de la mise en œuvre de ses nouveaux modèles de prestation de services.

Le Forum canadien sur la justice civile a publié l'ensemble complet des données découlant de son projet sur *les coûts de la justice civile*, mettant ainsi ces données à la disposition des chercheurs et des décideurs. La Cour provinciale de la Colombie-Britannique publie régulièrement ses rapports sur les délais avant procès, tout comme les tribunaux du Manitoba. En Alberta, les Resolution and Courts Administration Services ont travaillé en collaboration avec leurs unités de renseignements opérationnels pour intégrer un processus d'évaluation et certains paramètres dans le cadre de ses activités. L'Association canadienne des juges des cours provinciales a mis à l'essai un sondage sur la satisfaction des utilisateurs qui pourrait être utilisé par les tribunaux partout au pays.



nouvelles publications de  
recherche sur l'accès à la justice



nouveaux efforts de  
collecte de données

Un projet pilote a permis de recueillir des données sur les besoins des parties non représentées à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Le ministère de la Justice du Québec a entrepris une évaluation de son programme de médiation. De son côté, Aide juridique Ontario a commencé à recueillir des données fondées sur la race dans le cadre de ses efforts de lutte contre le racisme systémique au sein du système de justice. L'organisation s'est également engagée à adopter une stratégie pluriannuelle ambitieuse de gouvernement ouvert fondée sur le principe de l'ouverture par défaut.

## Tenir compte d'un grand nombre de points de vue

Le projet *OutofPocketFamilyLaw.ca* lancé par l'Access to Justice Centre for Excellence et Calibrate Solutions permet aux décideurs de voir l'incidence des différents processus judiciaires sur les coûts liés à la garde d'enfants, au logement, à la santé et à l'emploi des plaideurs typiques en droit de la famille, et ce, qu'ils soient non représentés, qu'ils bénéficient de l'aide juridique ou qu'ils paient leurs frais juridiques. Éducaloi a retenu les services d'une maison de sondage pour sonder les besoins juridiques des Québécois anglophones, et la Public Legal Education Association de la Saskatchewan et CREATE Justice ont lancé le projet Listen à l'intention des victimes de violence sexuelle en partenariat avec les Social Sciences Research Laboratories. En Colombie-Britannique, le Family Justice Innovation Lab a réalisé le projet Youth Voices sur les expériences des jeunes pendant les transitions familiales. Le Projet national sur les plaideurs non représentés et le Groupe d'action sur l'accès à la justice de l'Ontario ont diffusé de nouveaux balados. Le comité sur l'accès à la justice de l'Association du Barreau de l'Alberta a lancé le projet *Invisible People* pour savoir ce que les gens et leurs fournisseurs de services avaient à dire sur les lacunes actuelles des services juridiques gratuits et à faible coût. En Colombie-Britannique, la Legal Services Society a effectué des recherches sur les besoins juridiques des non-anglophones en plus de mener un sondage d'opinion publique et un sondage sur les besoins juridiques.

nouvelles canadiennes sur les enjeux liés à l'accès à la justice



blogues sur l'accès à la justice, les technologies juridiques ou l'innovation

Au Nunavut, le Barreau participe à un projet de recherche des Pauktuutit Inuit Women of Canada qui porte sur les besoins juridiques non comblés des femmes victimes de violence familiale. De son côté, Aide juridique Ontario

a élargi son questionnaire sur l'autoidentification des Autochtones pour y inclure les données des clients de ses avocats de service en plus de tenir un symposium sur la diversité et l'inclusion sur les préjugés inconscients. Des chercheurs sur l'accès à la justice des facultés de droit du Canada ont organisé un groupe de recherche sur l'accès à la justice dans le cadre de la International Conference on Law and Society.

La Community Legal Information Association de l'Île-du-Prince-Édouard a réalisé une évaluation de ses services de demandes de renseignements et d'aiguillage d'avocats. Le Winkler Institute a tenu un colloque sur l'innovation et la technologie. CREATE Justice a entrepris un examen sur les partenariats médicoplégaux et a incorporé le cadre de mesures d'A2JBC dans un projet pilote de collecte de données sur les efforts en matière d'accès à l'information juridique en Saskatchewan. L'Association du Barreau canadien a communiqué les données de référence sur l'aide juridique qu'elle a produites avec l'Association des régimes d'aide juridique. Dans le cadre du projet de réforme du système de justice familiale de l'Alberta, on a mis au point un processus de collecte de résultats et un cadre relatif aux résultats afin de recueillir des données et de comprendre l'incidence des efforts collectifs visant à améliorer les services à la famille. Le Réseau de recherche sur l'accès à la justice a continué de réunir des chercheurs de différentes disciplines qui étudient l'accès à la justice dans différents établissements en leur offrant une plateforme où partager des projets et des données.

# »»»»»»» Recherches canadiennes sur l'accès à la justice publiées dans 2018 (présentées selon la langue de publication)

---

- **A Brief Overview of Bill C-78, An Act to Amend the Divorce Act and Related Legislation: Part II**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **A Human-Centered Design Approach to Access to Justice: Generating New Prototypes and Hypotheses for Intervention to Make Courts User-Friendly**  
Margaret Hagan (Stanford University)
- **Administering Justice and Serving the People: The Tension between the Objective of Judicial Efficiency and Informal Justice in Canadian Access to Justice Initiatives**  
Catherine Piché
- **An Evaluation of Alberta's Mandatory Early Intervention Case Conferencing Pilot Project**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **An Evaluation of the Costs of Family Law Disputes: Measuring the Cost Implication of Various Dispute Resolution Methods**  
Canadian Research Institute for Law and the Family (CRILF) and the Canadian Forum on Civil Justice (CFCJ)
- **Canadian Lawyer 2018 Legal Fees Survey**  
Canadian Lawyer Magazine
- **Child Welfare and Youth Homelessness in Canada: A Proposal for Action**  
Canadian Observatory on Homelessness
- **Children's Participation in Justice Processes: Survey of Justices on Alberta's Court of Queen's Bench**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **Client and Lawyer Satisfaction with Unbundled Legal Services: Conclusions from the Alberta Limited Legal Services Project**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **Cost Awards for Self-Represented Litigants**  
Lidia Imbrogno and Julie Macfarlane
- **Ethical Duties of Lawyers for Parents Regarding Children of Clients: Being a Child-Focused Family Lawyer**  
Nicholas Bala, Patricia Hebert and Rachel Birnbaum
- **Interrupted Childhoods: Over-representation of Indigenous and Black children in Ontario child welfare**  
Ontario Human Rights Commission
- **Invisible Burden: Police Records and the Barriers to Employment in Toronto**  
John Howard Society of Ontario
- **Is Access to Transcripts an Access to Justice Issue?**  
Kaila Scarrow, Becky Robinet and Julie Macfarlane
- **Is Positivist Legal Ethics an Oxymoron?**  
Alice Woolley
- **Judicial Discretion as Political Choice: The Supreme Court of Canada's Costs Awarding Power**  
Emmanuelle Richez and Erin Crandall
- **Justice Starts Here, A One-Stop Shop Approach for Achieving Greater Justice in Manitoba**  
Allison Fenske and Beverly Froese
- **Justiciability, Access to Justice & the Development of Constitutional Law in Canada**  
Gerard Kennedy and Lorne Sossin
- **La force du suivi personnalisé pour les personnes autoreprésentées ; Rapport de recherche sur la Clinique juridique du Mile-End**  
Accès au droit et à la justice (ADAJ)
- **Lawyers and Self-Represented Litigants: An Ethical Change of Role?**  
Jennifer Leitch
- **Modernizing Our Family Law System**  
Manitoba's Family Law Reform Committee
- **Perceptions of Polyamory in Canada**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **Reconceiving the Standard Conception of the Prosecutor's Role**  
Alice Woolley
- **Record of Proceedings of Children's Participation in Justice Processes: Finding the Best Ways Forward**  
The Canadian Research Institute for Law and the Family
- **Second Annual Justice System Report Card on the Criminal Justice System in Canada**  
Macdonald-Laurier Institute
- **Summary Legal Advice Services in Alberta: Survey Results from the First Two Years of Data Collection**  
Canadian Research Institute for Law and the Family
- **The Cost of Experiencing Everyday Legal Problems related to Loss of Employment and Loss of Housing**  
Canadian Forum on Civil Justice
- **The Cost of Experiencing Everyday Legal Problems related to Physical and Mental Health**  
Canadian Forum on Civil Justice
- **The Cost of Experiencing Everyday Legal Problems related to Social Assistance**  
Canadian Forum on Civil Justice
- **Tracking the Trends of the Self-Represented Litigant Phenomenon: Data from the National Self-Represented Litigants Project, 2017**  
Kaila Scarrow, Becky Robinet and Julie Macfarlane
- **Trusted Help: The role of community workers as trusted intermediaries who help people with legal problems / Une Aide de Confiance : Le rôle d'intermédiaire de confiance attribué aux travailleuses et travailleurs communautaires qui aident les gens ayant des problèmes juridiques**  
Karen Cohl, Julie Lassonde, Julie Mathews, Carol Lee Smith, and George Thomson for the Law Foundation of Ontario
- **Updating the Administration of Small Estates in Manitoba**  
Manitoba Law Reform Commission
- **Victoria Integrated Court: The Housing Problem**  
Samira Hiscock and Emanuela Bocancea
- **When Judges See SRLs, Do They See Gender?**  
Sandra Sushani and Julie Macfarlane



## Fondations juridiques

Les fondations juridiques provinciales et territoriales recueillent des fonds sur les intérêts des comptes en fiducie des avocats. La plupart de ces fonds servent à financer l'aide juridique. Le reste sert à financer des projets d'accès à la justice, l'éducation juridique à l'intention du public, des bibliothèques de droit et d'autres initiatives. En 2018, les fondations juridiques ont distribué 42 millions \$ à ces projets, y compris un fonds d'innovation d'un million de dollars en Colombie-Britannique et le fonds d'accès à la justice de 3,9 millions \$ de la Fondation du droit de l'Ontario.

## Analyse de la situation financière

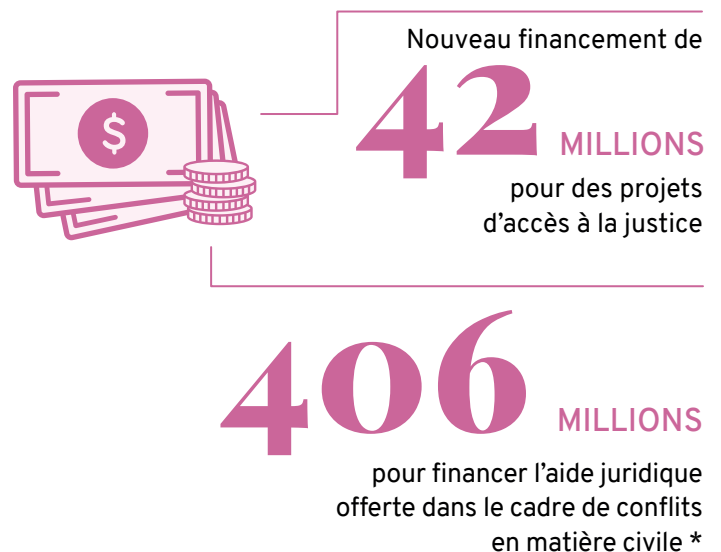
À mesure que s'améliorait la coordination des efforts en matière d'accès à la justice, plus de mesures ont été prises pour quantifier les coûts des conflits juridiques et démontrer l'incidence des services de prévention et d'intervention. En Colombie-Britannique, le Barreau s'est penché sur la faisabilité d'une analyse économique de l'accès à la justice à l'appui d'un meilleur processus décisionnel dans les secteurs public et privé. Pro Bono Ontario a fait rapport des économies que le système juridique a réalisées grâce à l'argent attribué à ses centres d'aide juridique. A2JBC a mis sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer une stratégie de financement privé accru pour l'accès à la justice. Le Legal Help Centre de Winnipeg a mené une campagne pour obtenir des engagements de trois ans de la part de cabinets privés. Le Barreau du Québec et celui de la Colombie-Britannique ont tous deux milité en faveur d'un meilleur financement de l'aide juridique.

## Meilleure coordination

Une nouvelle entente sur la gouvernance de l'aide juridique en Alberta a établi un modèle de financement transparent entre le gouvernement, l'aide juridique et le Barreau. Une nouvelle entente de partage des coûts conclue entre la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral prévoit un investissement supplémentaire de 4,3 millions de dollars pour la Legal Services Society. Le gouvernement de l'Ontario a établi un programme de subventions pour les recours civils de 1,5 million de dollars afin de lutter contre la traite de personnes, les problèmes de santé mentale et le soutien aux victimes. La Colombie-Britannique apporte des changements aux poursuites en matière d'accidents de la route afin de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité. L'Association canadienne d'éducation et d'information juridiques a

travaillé à l'échelle nationale avec Justice Canada en vue d'accroître le financement de l'éducation juridique du public. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a accordé 358 000 \$ à la fondation juridique pour l'amélioration des services de droit aux personnes pauvres. Les trois facultés de droit de la Colombie-Britannique ont présenté une demande conjointe de financement des activités de la Semaine de l'accès à la justice dans l'ensemble de la province.

La Saskatchewan Health Research Foundation a financé CREATE Justice pour tenir une conférence sur les partenariats médico-juridiques. Le centre d'excellence en matière d'accès à la justice de l'Université de Victoria a travaillé avec CALIBRATE au lancement du projet Out-of-Pocket, qui porte sur les coûts individuels et la perte de revenus d'emploi dans les litiges en droit de la famille. Pro Bono Ontario a élaboré un modèle de paiement à l'acte selon lequel le financement des ministères, des petites entreprises et des hôpitaux permet de réaliser des économies grâce à ses services. Éducaloi a organisé une collecte de fonds sur le thème des Jeux olympiques avec des champions célèbres qui a permis de recueillir 225 259 \$.



Le financement communautaire s'est traduit par des approches plus locales en matière d'accès à la justice. Le gouvernement du Nunavut a lancé un appel de demandes de projets de services aux victimes. Le Fonds Accès Justice du Québec, offert par le ministère de la Justice, a fourni 650 000 \$ pour la réalisation de 20 nouveaux projets, en

\* Selon une étude réalisée en 2016

plus des neuf Centres de justice de proximité établis dans neuf régions du Québec. Un total de 325 000 \$ a été affecté à 17 projets communautaires de prévention de la criminalité et de services aux victimes au Yukon.

## Services accrus d'aide juridique et d'avocats de garde

Une nouvelle stratégie de financement du gouvernement incite les avocats à prendre des cas de protection de l'enfance et de droit de la famille dans les collectivités éloignées de la Colombie-Britannique. Les seuils d'aide juridique de l'Ontario ont également été majorés de 6 %, ce qui constitue la troisième augmentation récente des critères d'admissibilité. Justice Canada a élargi la portée du financement de l'aide juridique afin d'inclure les victimes de harcèlement en milieu de travail. La Colombie-Britannique a augmenté de 800 000 \$ le financement des services aux immigrants et aux réfugiés, et le Yukon a reçu 241 000 \$ de plus pour l'aide juridique. L'Aide juridique du Manitoba a répondu à la demande accrue et a réussi à offrir des services sur un plus grand territoire, des services d'avocats de garde universels et plus de services de droit de la famille tout en respectant son modèle de financement actuel.





Comité d'action sur  
l'accès à la justice en  
matière civile et familiale

[objectifsdelaccèsàlajustice.ca](http://objectifsdelaccèsàlajustice.ca)

Le comité d'action bénéficie du soutien de :



Canadian Forum on Civil Justice • Forum canadien sur la justice civile

CIAJ ICAJ

Canadian Institute  
for the Administration  
of Justice  
Institut canadien  
d'administration  
de la justice

Listening. Learning. Leading. Écouter. Apprendre. Inspirer.



Department of Justice  
Canada

Ministère de la Justice  
Canada



Le présent rapport a été préparé par  
CALIBRATE.  
[calibratesolutions.ca](http://calibratesolutions.ca)